

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
SOUDAN EGYPTIEN

ETUDE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 27 mai 1913, à 1 heure 1/2

PAR

Grégoire SARKISSIAN

Avocat près les tribunaux mixtes d'Egypte

Avec une carte du Soudan Anglo-Egyptien.

Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants : { MM. WEISS, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
SOUDAN EGYPTIEN

ETUDE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 27 mai 1913, à 1 heure 1/2

PAR

Grégoire SARKISSIAN

Avocat près les tribunaux mixtes d'Egypte



Avec une carte du Soudan Anglo-Egyptien.

Président : M. RENAULT, professeur.

*Suffragants : } MM. WEISS, professeur.
 GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1913

A MON PÈRE

LE SOUDAN EGYPTIEN

INTRODUCTION

Les territoires qu'on est convenu d'englober sous la dénomination de « Soudan Égyptien » et qui sont limités au nord, par l'Égypte, au sud par la colonie de l'Est Africain Anglais, à l'est, par la Mer Rouge, l'Érythrée et l'Abyssinie, à l'ouest, par l'Oubanghi Français, le l'Ouadaï et le désert de Libye, ont une formation historique qui les rattache intimement à l'Égypte.

Depuis que l'Afrique est explorée et connue, depuis que le Soudan est passé de l'état de pays à demi-sauvage, sans limites fixes et sans maître pouvant en revendiquer la possession, à l'état de contrée politiquement constituée, rentrant dans le cadre du droit international, son statut a toujours dépendu du statut de l'Égypte. A quelque point de vue que l'on se place,

il est impossible de dissocier ces deux pays. En dehors des liens politiques, ethniques et économiques, il existe entre eux un trait d'union naturel, vital : le Nil.

On ne saurait trop insister sur la connexité du Soudan et de l'Égypte, sur leur état de dépendance mutuelle. Cette idée nous semble être la clef de voûte de l'histoire du Soudan, de son statut politique actuel et des contradictions ou anomalies, apparentes ou réelles, de la politique anglo-égyptienne pendant la fin du ^{xix}^e siècle. Il nous semble même que, en ne la faisant pas intervenir, la politique européenne de partage de l'Afrique Orientale demeurerait ou inexplicable ou guidée par le hasard. Nous y reviendront au cours de notre étude. Mais, d'ores et déjà, il convenait de dégager l'idée directrice de notre conception du Soudan.

Dans quelle mesure l'Égypte a contribué à la formation du Soudan, comment à la domination égyptienne a succédé la domination du Mahdi, pourquoi et comment cette dernière a été combattue et détruite par les troupes Anglo-Égyptiennes, un aperçu historique est indispensable pour le dire et pour aider à comprendre la constitution du Gouvernement Anglo-Égyptien d'aujourd'hui. La discussion juridique viendra alors, naturellement, s'établir sur cette base fournie par les faits.

PREMIÈRE PARTIE

LE FAIT

CHAPITRE PREMIER

Le Soudan avant l'occupation égyptienne

Le Soudan, tel qu'il est aujourd'hui et en tant qu'objet d'études pour un juriste et même pour un historien, est une création de l'Égypte, ou, si l'on veut, une partie de l'histoire de l'Égypte contemporaine.

C'est seulement pendant la période de formation de l'Égypte que le Soudan, devenant territoire égyptien, apparaît comme un pays riche, susceptible de colonisation. Comme pour la plus grande partie de l'Afrique, il est en effet difficile de remonter bien haut dans l'histoire pour connaître ce que fut le Soudan.

Avant la conquête égyptienne, c'est-à-dire avant 1820, les renseignements qu'on a sur le Soudan sont des plus intermittents et des plus inconsistants. Comme sources de documentation, nous ne possédons, à quelque soixante et dix, vingt, dix ou trois ans d'intervalle, que des récits de voyageurs. La rareté même de ces renseignements accentue la difficulté d'en contrôler l'exactitude. Au surplus, ce

travail serait des moins nécessaires : aucun intérêt politique, aucun intérêt économique notable ne s'attachent à la connaissance du pays avant la conquête égyptienne. Il suffit d'avoir voyagé au Soudan de nos jours, avec tout le confort d'un excellent chemin de fer, pour s'en convaincre. Il suffit d'avoir vu le désert s'étendre à perte de vue à quelques kilomètres seulement du cours du Nil, quelquefois affleurer ce cours ; il suffit d'avoir rencontré tous les vingt, cinquante, parfois cent kilomètres, quelque misérable village nègre, fait de huttes, de cabanes, de maisons en torchis, et d'où se dégage, saisissante, une impression de désolation, pour pouvoir se figurer ce qu'a dû être le Soudan avant 1820, c'est-à-dire avant que l'intérêt politique, stimulé par l'intérêt économique, ne s'en mêlât. C'étaient des « pays vaguement connus « par les rapports de quelques marchands », habités par « des populations dont les plus savants géographes d'Occident ignoraient même le nom » (1). « Jusqu'à la conquête égyptienne le Soudan reste à peu « près ignoré du monde civilisé. Les monarchies indigènes s'y élevaient et s'y défaisaient sans que personne, hors du pays, connût ces événements (2). »

Ainsi donc, puisque, de 1820 à nos jours, il n'y a eu dans l'occupation égyptienne, qu'une solution de continuité, d'une quinzaine d'années seulement, du-

1. H. Dehérain, *Le Soudan sous Méhémet-Ali*, p. 87.

2. Gaston Dujarric, *L'État Mahdiste du Soudan*, p. 4.

rée de la domination mahdiste, et que, d'autre part, nous n'avons sur le pays, avant 1820, que des données insuffisantes, c'est à juste titre que le Soudan Nilotique ou Oriental a toujours été connu, en droit international, sous la dénomination de « Soudan Égyptien ».

CHAPITRE II

Le Soudan et l'occupation égyptienne (1)

Méhémet-Ali, Pacha d'Égypte, avait, dès les débuts de son gouvernement, donné des preuves de son esprit de conquête. Pour qui connaît la mentalité des gouvernants turcs, conquête est synonyme d'enrichissement. Méhémet-Ali avait des visées qui dépassaient de beaucoup les attributions d'un gouverneur de province. Il considérait l'Égypte non comme un « pachalik » dépendant de la Porte, mais comme un pays qu'il lui fallait organiser et fortifier pour en faire un royaume. L'Égypte, telle que la lui avaient laissée les Mamelouks, était inculte, inorganisée. Elle ressemblait fort à une riche matière brute. En 1820, Méhémet-Ali avait eu le temps de

1. Pour ce chapitre, nous nous sommes inspiré : en majeure partie de l'ouvrage de M. Henri Dehérain : *Le Soudan Égyptien sous Méhémet-Ali*. M. H. Dehérain a condensé dans ce volume tout ce que l'on sait sur le Soudan à cette époque. Avec M. Gaston Dujarric, qui le cite dans *L'État Mahdiste du Soudan*, il faut reconnaître que, « après lui, il n'y a rien à dire sur ce sujet ».

voir que, pour cette œuvre, les ressources de l'Égypte seule ne pouvaient suffire. Il avait eu recours à tous les moyens pour se procurer de l'argent. Il avait multiplié les impôts, créé de nouvelles taxes, fait le négoce, essayé de créer des industries, touché aux biens des mosquées, tenté de contracter des emprunts en Europe. Sa cupidité n'avait d'égale que sa ténacité. Les ressources de l'Égypte ne lui suffisant pas, il lui en fallait, à tout prix, de nouvelles. Il songea au Soudan.

Tous les ans arrivaient en Égypte des caravanes du Darfour, du Kordofan, du Sennaar, du Dongola. Par les produits qu'elles apportaient et par les renseignements qu'il avait eus d'émissaires envoyés, de 1813 à 1815, aux rois du Sennaar et de Gondar, Méhémet-Ali se représentait le Soudan comme une contrée susceptible d'une exploitation indéfinie.

D'autre part, une conquête lointaine était pour lui une occasion d'occuper les soldats albanais et turcs qui constituaient la partie la plus turbulente et la plus dangereuse de son armée. Ces soldats pouvaient facilement devenir les instruments du sultan Mahmoud II qui se montrait de plus en plus inquiet des allures d'indépendance que prenait son Pacha d'Égypte.

Un événement qui se produisit à cette époque encouragea Méhémet-Ali dans ses idées de conquête du Soudan.

Après le massacre des Mamelouks dans la citadelle du Caire (nuit du 1^{er} mars 1811) et à Esneh, dans la Haute-Égypte (mai 1812), environ 300 à 400 d'entre eux avaient pu fuir et s'établir dans le Dongola. Là ils s'organisèrent peu à peu et fondèrent la citadelle de Maragga, qui est le Nouveau-Dongola d'aujourd'hui. Leur domination devint bien vite insupportable aux indigènes du pays. C'est sur ces entrefaites qu'un « petit prince de Dongola, déjà victime des brigandages des Chaïkiehs et terrorisé par l'arrivée de ces « nouveaux envahisseurs, les « Mameloucks », vint de « mander protection à Méhémet-Ali » (1). C'est encore à cette époque que de deux frères qui prétendaient gouverner l'un et l'autre la ville de Berber, l'ainé, Nasreddin, « se rendit en Égypte, vanta à Méhémet-Ali « tous les trésors du Soudan et lui demanda protection, en lui promettant de grands avantages » (2).

Ces événements vinrent à souhait mettre en branle la cupidité de Méhémet-Ali — véritable cause, en définitive, de la conquête du Soudan.

Méhémet-Ali confia cette conquête à deux armées : l'une sous les ordres de son fils Ismaïl, l'autre sous les ordres de son gendre, Mohammed Bey le Def-

1. H. Dehérain. *Le Soudan sous Méhémet-Ali*, p. 72, d'après Burckhardt. *Travels*.

2. *Id.*, *Ibid.* d'après des notes manuscrites de Thibaut. (Bibliot. Soc. de Géographie).

terdar. Chacune avait une mission distincte : la première devait conquérir le Dongola et le Sennaar, la seconde le Kordofan.

Pour comprendre pourquoi l'expédition du Soudan fut organisée de cette façon et comment elle arriva acilement à son but, il convient de jeter un coup d'œil sur ceux contre qui elle était dirigée.

La frontière égyptienne s'arrêtait à la première cataracte, à Assouan. De cette frontière jusqu'à l'île de Say, située entre la deuxième et la troisième cataracte, s'étendait une « zone d'influence » de la Turquie. A l'île de Say commençait le territoire soudanais proprement dit, que trois principales dominations se partageaient : les tribus Chaïkiehs, le royaume de Sennaar et les tribus du Darfour et Kordofan.

Les tribus Chaïkiehs formaient une sorte de confédération qui occupait la province actuelle du Dongola. C'étaient des peuplades nomades et sédentaires, vivant de pillages, de chasse et de pêche. Cavaliers habiles et intrépides, ils faisaient des incursions dans tous les sens et parfois fort loin. Ils auraient, sans aucun doute, constitué un obstacle sérieux à la conquête égyptienne si, au lieu d'armes primitives, telles que lances, sabres, flèches, boucliers en peau de crocodile, ils avaient eu, comme leurs envahisseurs, des armes à feu.

Le Sennaar avait formé un royaume qui, à l'époque de sa splendeur, vers le milieu du XVIII^e siècle,

comprenait toute la région qui s'étend entre l'Atbara et le Nil Bleu. Mais, vers 1820, ce royaume était tombé en complète décadence. Le roi du Sennaar n'avait qu'une autorité nominale sur les tribus qui habitaient son territoire. Aucune ne payait l'impôt. Les splendides cavaliers du Sennaar qui avaient fait l'admiration, au XVIII^e siècle, du voyageur écossais Bruce, n'existaient plus (1). Le roi ou « mek » ne disposait que d'une armée de fantassins, mal organisés, mal équipés, ayant une terreur instinctive des armes à feu et ne possédant, comme les Chaïkiehs, que des lances, flèches, boucliers en peau de bêtes fauves, casse-tête en bois, et autres armes aussi inefficaces contre les moyens d'attaque modernes.

Les deux autres pays que les Égyptiens devaient conquérir étaient, à l'ouest du Nil Blanc, le Kordofan et le Darfour. Contrées riches et montagneuses, elles étaient habitées par des guerriers énergiques et dédaigneux de la vie humaine. Le Darfour, érigé en sultanat depuis qu'on en connaît l'existence, avait étendu sa domination sur le Kordofan, son voisin. Ce dernier était gouverné par un « musellim » ou chef nommé par le sultan du Darfour. Mais, dès le début du XIX^e siècle ce chef était parvenu à se rendre indépendant en fait. En 1820 sa vassalité ne consis-

1. « Depuis longtemps, il n'existe plus de cavalerie. » Frédéric Cail-
liaud. *Voyage à Méroé*, II, p. 291.

tait plus que dans le paiement, très irrégulier, d'un tribut sous forme d'esclaves et de présents en nature.

Tels étaient les ennemis que devaient combattre les Égyptiens.

Les renseignements que nous possédons sur les opérations militaires de cette campagne sont vagues et insignifiants. Ceux qui en ont laissé le récit le tenaient eux-mêmes de ceux qui avaient pris part à l'action. Avec le télégraphe et tous les moyens d'information modernes, souvent le même fait, dans la guerre Italo-Turque et la guerre des Balkans, a été rapporté de façon différente par chacun des belligérants. Une prudente réserve s'impose donc pour des événements survenus au Soudan il y a tantôt un siècle.

C'est à Ouadi-Halfa qu'en octobre 1820 Ismaïl Pa-cha et Mohammed Bey le Defterdar réunirent leurs armées. Celle d'Ismaïl était d'environ 5.000 hommes dont 300 à 400 artilleurs. Celle de Mohammed Bey le Defterdada 4.000 à 5.000 hommes. Les deux armées comprenaient des cavaliers, des soldats montés sur des chameaux, des fantassins, des artilleurs. Elles formaient une masse, d'environ 10.000 hommes, bigarrée, disparate, sans grand ordre, et dont le défilé fait dire à Cailliaud : « Jamais les théâtres de France et d'Italie ne m'avaient offert une scène plus variée et plus divertissante (1). »

1. Cailliaud, *Voyage à Méroé*, II, p. 96-99.

L'action des deux armées fut distincte et indépendante. Celle d'Ismaïl devait combattre les Chaïkiehs et conquérir le Sennaar. La campagne devait se faire en deux étapes. La route à suivre était toute tracée : remonter le cours du Nil. Le premier obstacle que rencontra Ismaïl furent les Mamelouks, près de Nouveau-Dongola. Ces ennemis nés de son père, n'étant pas en nombre suffisant pour opposer une résistance utile, s'enfuirent dans toutes les directions et se dispersèrent à jamais. C'est la dernière fois qu'on entendra parler d'eux. Lamentable fin de ce qui restait d'une redoutable milice, naguère encore maîtresse de toute l'Égypte !

Dès qu'il rencontra les Chaïkiehs (commencement de novembre 1820), Ismaïl leur demanda une soumission complète à Méhémet-Ali. C'était là une condition de vie inadmissible pour des tribus pillardes et indépendantes de tout temps. La lutte s'engagea. A Korti, emplacement situé sur la boucle que décrit le Nil non loin de Vieux-Dongola, une bataille eut lieu, assez vive. Les Chaïkiehs, surprenant les Égyptiens, mirent en déroute leur corps auxiliaire de nomades. Les Égyptiens revinrent à la rescousse et ils n'eurent raison des Chaïkiehs que grâce à la supériorité écrasante de leurs armes à feu et surtout de leurs canons. Une autre rencontre, beaucoup moins importante et qui tourna facilement cette fois à la défaite des Chaïkiehs, eut lieu à Dager. Les Chaï-

kiehs se soumirent alors. Ismaïl Pacha recruta parmi eux un corps de cavalerie auxiliaire qu'il adjoignit à son armée.

Parallèlement à l'action d'Ismaïl Pacha se déroulait sur une autre partie du Soudan, l'action de Mohammed Bey le Defterdar.

Parti avec son armée de Debbéh, situé sur le coude que décrit le Nil, pour aller dans la direction de Abou-Hammad, le Defterdar avait suivi la route la plus courte, mais aussi la plus ingrate, pour arriver au Kordofan. Il avait fourni une marche de sept jours à travers les steppes de Bayouda, dans le désert Libyque. C'est grâce à son énergie et à la fascination qu'il exerçait que ses troupes ne se débandèrent pas et qu'elles purent parvenir en assez bon ordre dans l'oasis de Bara, au cœur même du Kordofan. Là, l'ennemi, prévenu, les attendait. La bataille s'engagea, acharnée. Les canons mêmes n'arrêtèrent pas l'élan des Kordofanais. Ils se ruaient dessus, inconsidérément, avec une rage folle. Leur ardeur était stimulée et habilement dirigée par le « Musellim », leur chef. Aussi, lorsqu'une balle vint l'abattre, les Kordofanais se trouvèrent-ils comme désarmés. Avec leur courage ils perdirent leur cohésion. La débandade s'en suivit. Les Égyptiens n'eurent alors pas de peine à s'emparer d'El-Obéïd, la capitale, et de tout le Kordofan. Le Darfour ne fut pas conquis et demeura indépendant.

La partie du Soudan dont les Égyptiens se rendirent maîtres en dernier lieu fut le royaume de Sennaar. Les Chaïkiehs soumis, Ismaïl en entreprit la conquête. Ce terme est ici impropre. C'est prise de possession, c'est « pénétration pacifique » — quoique l'expression et encore moins l'idée n'existassent pas encore — qu'il faudrait dire. De quelque nom qu'on l'appelle, la prise du Sennaar par les troupes égyptiennes constitue à nos yeux une phase importante, décisive presque, de l'histoire du Soudan. Pour le démontrer il faut d'abord raconter les faits.

Après avoir reçu la soumission de Nasreddin, mek de Berber, le même qui avait été en Égypte demander protection à Méhémet-Ali, Ismaïl Pacha voulut, avant de pénétrer au Sennaar proprement dit, soumettre Nair-Nimr, puissant mek des Djaalin dont la capitale était Chendi — ville située sur le Nil, à mi-chemin entre Berber et Khartoum. Après des hésitations, Nair-Nimr, se rendant à l'inéluctable, fit sa soumission à Ismaïl — qui la reçut avec une mauvaise grâce marquée par l'absence des égards dus en Orient à tout chef. Nair-Nimr en conçut un ressentiment qui s'ajouta aux regrets de son indépendance perdue. Il n'en laissa rien transparaître et, gardant sa haine en lui-même, résolument et patiemment, il attendit l'occasion de prendre sa revanche.

Nous avons dit que la conquête du Sennaar fut une « pénétration pacifique ». Ce royaume, lors de l'arri-

vée des Égyptiens, était en proie à la guerre civile — s'il est permis d'employer cette expression pour des peuples nègres à demi-sauvages. Le roi Bady, faible et sans décision, n'avait aucune autorité sur ses sujets. Le pouvoir était disputé entre deux hommes : Mohammed Adelan et Hassan Rageb. D'après Cail-
liaud (1), ces deux personnages s'étaient alliés pour résister à l'invasion égyptienne. Hassan Rageb, trompant son allié, et pour rester seul maître de la situation, le fit assassiner. Dès lors, le rôle d'Ismâïl Pacha devenait facile et, dans une certaine mesure, beau. Il se présenta comme le sauveur du Sennaar et le vengeur du meurtre d'Adelan. Hassan Rageb ayant contre lui, d'une part les partisans nombreux d'Adelan, d'autre part Ismaïl et son armée, prit la fuite en Abyssinie sans même essayer de résister. Ismaïl n'avait plus qu'à recevoir la soumission du roi Bady — lequel ne gouvernant plus, se soumit sans difficulté. On était en juin 1821.

Ainsi donc Ismaïl Pacha conquit le Sennaar sans coup férir, favorisé et, en quelque sorte, porté par les circonstances. Combien il lui eût été facile et avantageux d'être réellement, pour cet antique royaume des Founjis du Sennaar, le libérateur, le chef dont la présence eût ramené le calme et la prospérité. Bien au contraire, en digne fils de son père, il ne songea

1. *Voy. à Méroé*, II, p. 242.

qu'à découvrir les gisements d'or dont on avait tant parlé à Méhémet-Ali et à procéder à des razzias en masse d'esclaves. Le libérateur se trouva être un tyran.

Ismaïl resta environ dix-huit mois au Sennaar (1). Il poussa une pointe jusqu'au mont Singué, entre le 10° et le 11° degré de latitude. Mal lui en prit. Dans ces régions lointaines et montagneuses, les nègres opposèrent une résistance meurtrière. Son armée, en proie à la maladie et à la faim — la nourriture était rudimentaire et rare — demanda à revenir en arrière. Ismaïl revint dans le Sennaar, y laissa son armée, et, emmenant avec lui un important corps de garde, arriva fin octobre 1822 à Chendi, où il s'arrêta. Là il demanda à Nair-Nimr, qui lui conservait intacte sa haine, un tribut extraordinaire de milles esclaves à livrer dans un délai de deux jours. Nair-Nimr lui montra la difficulté qu'il avait à s'acquitter d'un tribut aussi fort dans un délai aussi court. Ismaïl passa tout de suite aux plus terribles menaces. Nair-Nimr se le tint pour dit et promit d'exécuter l'ordre donné. « Il « invita Ismaïl à quitter sa dahabié, et à venir habiter une maison de la ville. Puis, sous prétexte de « pourvoir de fourrages les chevaux du Pacha, il fit « accumuler de la paille de dourra autour de cette « maison.

1. Cailliaud. *Voy. à Méroé, passim.*

« La nuit venue, favorisé par l'état de semi-ébrété
« d'Ismail et de ses compagnons, il mit le feu à ces
« amas de paille (1). » Les Égyptiens, au fur et à
mesure qu'ils tentèrent de fuir, furent impitoyable-
ment repoussés au milieu du feu. C'est dans cette
scène de carnage que périt Ismaïl Pacha, au moment
même où, croyant avoir achevé son œuvre, il s'ap-
prêtait à rentrer en Égypte.

La prise de possession du Soudan par l'Égypte fut
complétée dans la suite par la conquête du Taka et
l'affermage des ports de Souakim et Massaouah.

Le Taka est la région située entre l'Atbara et la
Mer Rouge. C'est une contrée qui a été de tout temps
fertile et dont l'importance est attestée par le déve-
loppement considérable qu'y a pris de nos jours la
culture du coton. Entre 1822 et 1830, Mohammed Bey
le Defterdar y fit une expédition qui n'eut d'autre
résultat que de dévaster le pays. Une deuxième ex-
pédition fut entreprise en 1834 par le gouverneur
général du Soudan, Churchid Pacha. Elle aboutit à
un échec lamentable. Ce n'est que grâce à une troi-
sième expédition, non moins difficile, et qui eut lieu
entre 1836 et 1840, que les Égyptiens s'emparèrent
du Taka. Au cours de cette expédition, la place forte
de Kassala fut fondée.

1. H. Dehérain, *op. cit.*, p. 97. Les renseignements qu'on a sur ces
événements sont rapportés par Ruppel (« Reisen in Nubien und Kor-
dofan ») qui fit un séjour à Chendi, deux ans après, en 1824.

Pour donner toute son importance économique au Taka et au Soudan en général, il fallait trouver des débouchés sur la Mer Rouge. Deux ports étaient tout indiqués par leur situation et leur ancienneté : Souakim et Massaouah.

Ces ports appartenaient au Sultan depuis 1517. Méhémet-Ali n'avait pas à les conquérir. Il entra en négociations avec son suzerain et obtint leur concession à titre d'usufruitier. D'après un renseignement oral que M. Dehérain a eu de Nubar Pacha, Méhémet-Ali « prit à bail la ferme des douanes de ces « deux ports moyennant le paiement au Sultan d'une « somme annuelle de 5.000 bourses (625.000 fr.) » (1). La date de cette concession ne peut être fixée d'une façon exacte. Elle sembla être postérieure d'une vingtaine d'années à la conquête du Soudan. Cela se déduit du seul document que nous possédions à ce sujet et qui est le passage suivant du firman d'investiture de 1865 du khédive Ismaïl : « Tu demandes à ce que la concession de Souakim et de Massaouah « te soit accordée dans les mêmes conditions que « celles d'après lesquelles elle avait été déjà accor- « dée à feu Méhémet-Ali *vers la fin de son règne.* »

Ainsi donc, à la mort de Méhémet-Ali, en 1849, le Soudan était entièrement égyptien. Le Soudan tel qu'il est aujourd'hui. Les limites n'en pouvaient être

1. H. Dehérain, *op. cit.*, p. 113.

déterminées d'une façon précise. Cela était impossible alors et n'est guère facile aujourd'hui encore. L'on peut dire qu'en Afrique l'étendue du territoire d'une souveraineté de nègres est celle de leur champ d'incursions. Rien de plus élastique. L'essentiel était de soumettre les tribus. La délimitation du Soudan a été l'œuvre du temps. Ce n'est qu'au fur et à mesure de la prise de possession d'une contrée par une puissance européenne que les contrées avoisinantes se sont vu entourées de limites. Encore voit-on subsister aujourd'hui cette chose très peu fixe qu'on appelle une « zone d'influence ».

Un gouvernement égyptien fut instauré dans tout le Soudan. Vu son éloignement et la difficulté des moyens de communication, sa dépendance de Méhémet-Ali ne pouvait être que relative.

A la tête de ce gouvernement était un gouverneur général dont les attributions ressemblaient fort à celles du Sirdar d'aujourd'hui. C'était une manière de souverain. Il ne lui manquait que le droit de légiférer. Tous les autres attributs de la souveraineté, il les avait. Chef de l'armée d'occupation, il répartissait à son gré les troupes sur le territoire soudanais, incorporait les nègres qui lui paraissaient aptes au métier de soldat, jugeait de la nécessité d'une expédition contre telle tribu révoltée, parfois commandait lui-même ces expéditions — ainsi que nous l'avons vu pour la deuxième expédition du Taka. L'administra-

tion civile était aussi entre ses mains. Au-dessous de lui étaient les « moudirs » ou chefs de provinces. Le Soudan fut divisé en cinq moudirichs : Dongola, chef-lieu Dongola ; Berber, chef-lieu Berber ; Sennaar, chef-lieu Khartoum ; Kordofan, chef-lieu El-Obéïd ; Taka, chef-lieu Kassala. Les moudirs étaient chargés de l'administration de leur province. Ils devaient remettre des rapports sur leur gestion au gouverneur général. Au-dessous d'eux étaient les « kachefs » ou chefs de district. Les moudirs et kachefs rendaient la justice ; le gouverneur général jugeait en dernier ressort. Mais l'attribution que gouverneur, moudirs et kachefs estimaient la plus importante était l'établissement et la perception des impôts. Nous verrons plus loin la façon dont ils s'en acquittaient.

C'est ce gouvernement qui fonctionna au Soudan jusqu'à la révolution mahdiste. Si l'on recherche quels ont été les bienfaits de son administration, on est obligé de les ramener à deux : d'un côté des avantages d'ordre scientifique, de l'autre l'établissement de la sécurité.

Les avantages scientifiques furent ceux obtenus grâce aux trois expéditions entreprises pour découvrir les sources du Nil (1). Par la création de Khartoum,

1. Cf. à ce sujet : D'Arnaud. *Journaux de la 2^{me} et de la 3^{me} expédition*, envoyées à la recherche des sources du Nil. 3 cahiers *in-folio* (*Bulletin Soc. Géogr. de Paris*, 1842-1881). — Thibaut. *Expéditions à la recherche des sources du Nil* (1839-1840). Journal publié par les

qui devait prendre une si grande extension dans la suite, les explorateurs trouvèrent un point de départ où s'organiser, se ravitailler, s'équiper. Les trois expéditions partirent l'une en novembre 1839, l'autre en mars 1840, la troisième en septembre 1841.

Quant à la connaissance même des sources du Nil, ces expéditions n'apportèrent aucun renseignement nouveau, mais elles contribuèrent puissamment, par les récits qui ont été publiés, au mouvement qui s'est dessiné depuis pour explorer ces mêmes sources. Elles eurent aussi ce résultat de faire connaître les régions du Bahr-El-Ghazal, leurs produits, leur faune, leur flore et les peuplades qui y vivaient.

Mais le résultat le plus notable de l'arrivée des Égyptiens au Soudan fut de le transformer au point de vue de la sécurité. De sauvage ou presque il devient colonial, avec mœurs et règlements de colonie turque. De l'avis de tous ceux qui avaient pu parvenir au Soudan avant 1820, rien n'était plus aléatoire que d'y voyager ou de vouloir y exercer un commerce quelconque. Cela s'explique par ce fait qu'il n'y avait au Soudan aucune autorité centrale, et qu'entre les petits royaumes et les innombrables tribus aucune cohésion n'existait. Les peuplades étaient souvent en

soins de M. le comte d'Escayrac de Lauture, in-8, Paris 1856. — Joniard. Voyage à la recherche des sources du Nil Blanc, sous le commandement de M. le comte d'Escayrac de Lauture. *Bull. Soc. Géogr. de Paris*, 1856.

guerre entre elles. Les caravanes de marchands se faisaient convoier par des gens chargés de les défendre contre les attaques (1). Ces caravanes payaient un tribut dans les pays qu'elles traversaient et lorsqu'elles ne le payaient pas, elles étaient pillées (2). « Les hommes puissants et riches voyagent comme « des pauvres pour échapper aux dangers qui menacent cent les riches pendant le voyage (3). »

Si les indigènes se trouvaient dans un tel état d'insécurité, il va sans dire que la situation de l'Européen était encore plus précaire. L'Afrique méritait alors entièrement son appellation de continent noir, de continent mystérieux. Le Soudan en était une des parties les plus impénétrables. Quand, après des difficultés de toutes sortes, des « blancs » y parvenaient, ils étaient l'objet de la curiosité malveillante des indigènes : « On cherchait les puissants motifs pour « lesquels ces hommes singuliers s'étaient mis en « route. On les voyait s'informer de tout, regarder « les monuments (4), écrire ou dessiner, et personne « ne les croyait quand ils prétendaient accomplir de « si longs voyages par simple curiosité. Les mar-

1. Cf. Burckhardt *Travels in Nubia* et W. G. Browne, *Travels in Africa, passim*.

2. Burckhardt. *Travels in Nubia*, p. 236.

3. *Id. Ibid.* p. 413.

4. M. Dehérain doit vouloir faire allusion aux antiquités, les seuls monuments du Soudan à cette époque.

« chands soupçonnaient en eux des concurrents et
« les agents politiques de tout ordre leur prêtaient
« les plus noirs desseins. Quand on voyait à Berber
« un étranger prendre des notes, on disait : il écrit
« contre le pays (1). » Au Caire ceux qui voulaient
voyager au Soudan étaient considérés comme des im-
prudents ou des aventuriers.

L'arrivée des Égyptiens changea la situation du Soudan. Il y eut un pouvoir central, et surtout une administration qui devait mettre en pratique les principes de Méhémet-Ali organisateur en matière de police. L'on ne fera jamais assez l'éloge de Méhémet-Ali à ce point de vue. Il était admirable. Sachant qu'il avait affaire à des peuples arriérés, accoutumés au meurtre et au pillage, il adopta résolument, pour rétablir l'ordre, les moyens extrêmes. Comme, d'autre part, c'était une conviction profonde chez lui que pour se développer ses États avaient besoin du concours des Européens, il se montra d'une sévérité véritablement effrayante pour les attentats commis contre eux. « Si Méhémet-Ali réprimait sans indulgence
« tout attentat, il se montrait particulièrement im-
« pitoyable quand la victime était un Européen (2). »

Les châtimens qu'il infligeait aux coupables devenaient plus terribles encore par la publicité qu'il

1. H. Dehérain, *op. cit.*, p. 209.

2. H. Dehérain, *op. cit.*, p. 216.

tenait à leur donner. Nous avons entendu dire à Arakel Bey Nubar Pacha, qui tient ce renseignement de son grand-père Nubar Pacha que, lorsqu'un indigène assassinait un Européen, Méhémet-Ali le faisait pendre sur une place publique au Caire et le laissait exposé là pendant plusieurs jours, offert en exemple au peuple. Le comte Benedetti raconte qu'étant consul de France au Caire, un Français fut assassiné par un Arabe. Méhémet-Ali, ayant découvert le meurtrier, proposa de choisir pour gibet le balcon du consulat où le supplicié devait rester suspendu pendant plusieurs jours. Naturellement, l'offre fut déclinée (1). On comprend que devant de tels procédés de répression les indigènes se tinssent tranquilles.

Cette conception de l'ordre public et de la sécurité, Méhémet-Ali l'étendit au Soudan dès la conquête. Là encore, il était mû par son désir de tirer du Soudan tout ce qu'il pouvait donner. Ce n'est que par l'établissement de l'ordre que les transactions sont possibles que les initiatives individuelles peuvent se développer. Cela était encore plus vrai, si possible, au Soudan où les caravanes avaient souvent, pendant des jours et des nuits, à traverser des contrées désertiques, exposées aux agressions des tribus nomades dont le moyen de subsistance était le pillage. Quelques

1. Comte Benedetti : « Méhémet-Ali durant ses dernières années ». *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1895, p. 516-516.

années de sévérité rigoureuse, quelques châtimens exemplaires et le Soudan devint, au point de vue de la sécurité, comme un prolongement de l'Égypte :
« Les étrangers comme les indigènes pouvaient circuler en toute sûreté partout où Méhémet-Ali exerçait son pouvoir. Il en était ainsi non seulement dans la vallée du Nil *jusqu'aux frontières les plus reculées du Soudan*, mais encore en Syrie et même en Arabie, pendant qu'il était le maître de ces provinces. Sa justice, toujours rigoureuse à cet égard, n'admettait aucun tempérament (1). »

Avantages scientifiques et établissement de la sécurité, tels furent les seuls résultats bienfaisants de l'occupation du Soudan par l'Égypte. Mais si, d'une part, l'on songe que les explorations véritablement fructueuses des sources de Nil et de la région des Grands Lacs furent accomplies bien plus tard et grâce à l'appui de l'Angleterre, si, d'autre part, on considère, comme nous le verrons plus loin, le prix dont fut payé l'établissement de la sécurité au Soudan, on est amené à conclure que la domination égyptienne fut néfaste, éminemment.

Nous avons dit que la conquête du Sennaar constituait une phase importante, décisive presque, de l'histoire du Soudan. La mort d'Ismaïl Pacha est le

1. Comte Benedetti, *Revue des Deux-Mondes*, Méhémet-Ali durant ses dernières années, p. 517 numéro du 1^{er} juin 1895.

fait dominant de cette phase. Nair-Nimr, en assassinant Ismaïl, fut, pour ainsi dire, l'interprète des sentiments des Soudanais à l'égard des Égyptiens. Et cela se passait dans les tout premiers temps de l'occupation égyptienne ! Le meurtre d'Ismaïl n'est pas un acte isolé dû au seul ressentiment d'un seul homme ; c'est comme une manifestation de l'état d'âme créé chez les Soudanais : la haine du conquérant.

Cet état d'âme, un autre événement dont un européen, Peney, fut témoin, et rapporté par M. Dehérain, le fera comprendre mieux que tout développement. En 1843, au Kordofan, « on exécutait trois
« frères qui avaient attaqué et tué plusieurs fonction-
« naires du gouvernement. Ils s'avancèrent en chan-
« tant sur la place où ils devaient être empalés ; leur
« mère les suivait, chantant avec eux et les encourageant à la mort ; pendant le supplice, qui dura plusieurs heures, ils continuèrent à chanter, lançant au
« milieu de leur funèbre cantique des malédictions à
« la face des Turcs. La foule, émerveillée de leur courage et de cœur avec eux, trépignait d'admiration (1). »
Juste, épouvantable et admirable haine chez des nègres barbares et surhumains !

Cette haine avait sa source principalement dans des motifs d'ordre économique. Méhémet-Ali avait

1. H. Dehérain, *op. cit.*, p. 200, d'après Peney, *Revue d'ethnographie*, I, p. 494-495

décidé la conquête du Soudan par cupidité. L'on pourrait dire que ses soldats firent cette conquête non tant parce qu'ils étaient soldats et que comme tels ils devaient obéir au commandement de leur chef, mais parce qu'ils étaient, eux aussi, animés du même esprit : conquérir pour prendre et s'enrichir. Qu'au Soudan, pays aride, brûlant, n'offrant aucun charme, cette soldatesque brutale que Méhémet-Ali avait tenu à éloigner de lui se soit signalée par des méfaits de toutes sortes, rien d'étonnant à cela. Mais ce qui est moins compréhensible, c'est que des fonctionnaires qui étaient chargés d'organiser le Soudan, d'aider à sa mise en valeur, fussent animés des mêmes dispositions que les soldats. « Il y a entente entre tous
« les fonctionnaires, depuis le Pacha gouverneur jus-
« qu'au dernier scribe de Moudirié, pour faire pro-
« duire au pays le plus de talaris et le plus de pias-
« tres possible (1). » Le Soudan est « un lieu où l'on
se pourvoit (2). » « Que ce soit par ruse ou pas vio-
« lence, le Turc ne pense qu'à extorquer de l'ar-
« gent (3). » Aussi les Soudanais furent-ils indignement pressurés et maltraités. Les fonctionnaires dits « Egyptiens » étaient pour la plupart Turcs, Albanais ou Circassiens. Ils mirent en pratique au Soudan les

1. H. Dehérain, *op. cit.*, p. 160.

2. Munzinger. Ostafrikanische Studien, cité par Dehérain, p. 160.

3. Werne. Feldzug von Sennar nach Taka, *ibid.*

procédés fiscaux qu'ils avaient connus ou subis dans leur pays d'origine. Voici, d'après M. Dehérain, les principaux impôts perçus (1) :

Taxe de capitation ;

Impôt sur les sakichs (appareils à monter l'eau) ;

Impôt sur les dattiers ;

Impôt personnel de 20 ou 30 piastres ;

Impôts fonciers sur les terres *gherouf*, *ghezayer* et *nakda*, ainsi dénommées suivant leur emplacement par rapport au Nil ;

Impôts sur les immeubles, dans les villes comme Khartoum, El-Obeïd, Berber, Dongola ;

Impôts sur le bétail des nomades ;

Taxes sur les barques du Nil ;

Droits d'adjudication, de bacs, de marchés, de criées, d'enregistrement, de hodgets ou titres réguliers de propriété délivrés par les mehkémehs ou tribunaux du Soudan ;

Produits des amendes et des contraventions.

Ces impôts quoique nombreux et onéreux pour un pays aux ressources restreintes et dont la mise en valeur économique était toute à faire, auraient pu se justifier dans une certaine mesure s'ils eussent été perçus d'une manière équitable, mais c'est là une chose pour ainsi dire incompatible avec la fiscalité turque.

1. H. Dehérain, *op. cit.*, p. 166-167.

La monnaie d'argent était inconnue au Soudan. Ce sont les Egyptiens qui l'importèrent avec eux. Aussi était-elle rare. Lorsque le contribuable ne possédait pas d'argent, les agents du fisc percevaient l'impôt en nature. L'on conçoit l'arbitraire auquel devait donner lieu ce mode de perception. Les impôts en nature consistaient généralement en poudre d'or, en ivoire, en grains, en gomme, en peaux de bête et en bétail. Il y avait chaque année de forts envois de bestiaux en Egypte.

Le contrôle exercé sur les percepteurs était illusoire, ou plus exactement n'existait pas. Intraitables avec les pauvres, avec les riches ils faisaient rendre à l'impôt plus qu'il ne devait donner. Avec de tels procédés « les agents égyptiens amassaient des fortunes scandaleuses et tel dont le traitement annuel « s'élevait à 200 ou 400 piastres, entretenait plusieurs « femmes, vingt esclaves, douze chevaux (1) ».

Là où l'autorité du gouvernement égyptien était forte, les Soudanais subissaient les impôts à leur corps défendant, mais là où cette autorité se faisait moins sentir, ils refusaient de payer l'impôt. Le gouvernement avait alors recours à un moyen aussi simple que brutal : les razzias. C'était surtout contre les tribus nomades et les tribus qui vivaient sur les confins du Soudan qu'elles étaient dirigées. L'agent

1. H. Dehérain, *op. cit.*, p. 171..

du fisc se présentait avec des soldats chez le contribuable récalcitrant et de vive force prenait ce qu'il trouvait. Parfois les razzias donnaient lieu à de véritables expéditions militaires, dirigées par le gouverneur général lui-même. En novembre 1838, une armée d'environ 4.000 hommes, avec des canons, partit du Kordofan (1). Les nègres faits prisonniers étaient ramenés comme esclaves. La réussite d'une razzia constituant un titre à l'avancement des officiers, les razzias se multiplièrent à un tel point qu'elles furent portées à la hauteur d'une institution. « Le système
« en vigueur au Soudan consiste à réquisitionner, par
« contributions volontaires ou par la force, tout ce
« dont on a besoin en fait de vivres, grains, bestiaux,
« troupeaux et serviteurs. Or, les exigences sont illi-
« mitées : chaque officier égyptien se donne trois ou
« quatre femmes légitimes, sans préjudice des con-
« cubines ; à toutes il faut des servantes. La maison
« de Fadh-El-Moulla Bey, par exemple, se compose
« d'une centaine d'esclaves, hommes, femmes, gar-
« çons et filles. Les femmes des soldats ont aussi
« leurs suivantes ; les garçons, à mesure qu'ils gran-
« dissent et deviennent des hommes, font surgir de
« nouveaux besoins, auxquels les indigènes doivent
« satisfaire. Nous avons entendu parler d'une razzia
« de 8.000 têtes de bétail ; Emin Pacha assure que de

1. Palme-Travels, p. 326.

« son temps la plus forte battue n'en a fourni
« que 1.600, mais elles étaient fréquentes (1). » « Le
« gouvernement escomptait les produits (des razzias)
« non comme une ressource aléatoire, mais comme
« une recette normale (2). »

Ce qui ajouta encore à la détresse du Soudan, ce fut le monopole des denrées commerciales que Méhémet-Ali établit petit à petit au profit du gouvernement. « Il professait que ces produits, animaux et végétaux, dons gratuits de la nature comme les mines, appartenaient au souverain (3). » A chaque acte, à chaque décision du gouvernement égyptien, il faut faire intervenir, comme l'expliquant et l'éclairant ce motif ou ce *leitmotiv* : tirer du Soudan tout ce qu'il peut donner. Gomme, café d'Abyssinie, ivoire, plumes d'autruche, peaux de bœuf et de bêtes fauves, sené, tamarin, toutes denrées qui constituaient le malheureux commerce du pays, devinrent monopole d'État. Le seul commerce autorisé fut celui des esclaves. Et voilà pourquoi la traite, qui se pratiquait déjà sur une large échelle, prit sous la domination égyptienne une extension effrayante. Ne pouvant plus s'adonner au commerce des denrées, au petit négoce, les « djellabs » ou marchands du Soudan, se rabattirent sur

1. H. Stanley, *Dans les ténèbres de l'Afrique*, t. II, p. 225.226.

2. H. Dehérain, *op. cit.*, p. 174.

3. *Id. Ibid.*, p. 178, d'après l'Esclavage de Hauteure, *Bull. Soc. Géogr.*, Paris, 1850, p. 395.

celui des esclaves. Par dérivation, « djellab » devint synonyme de marchand d'esclaves (1). Si Méhémet-Ali avait été déçu sur les ressources en or et les richesses naturelles du Soudan, il ne le fut pas sur ses ressources en esclaves. Le Soudan fournit d'esclaves tous les marchés d'Orient. Mais cet article — s'il est permis d'employer cette expression — ne suffit pas pour que, financièrement parlant, l'occupation du Soudan par l'Égypte pût être considérée comme une opération fructueuse. Ce n'est pas avec les procédés d'administration que nous venons de voir qu'un pays peut prospérer. Quoique les moyens modernes de contrôle en matière budgétaire fussent alors inconnus au Soudan, il semble bien que jamais, pendant toute la durée de la domination égyptienne, les recettes n'excédèrent les dépenses (2).

En conclusion, nous arrivons ainsi à faire cette constatation : la conquête et l'occupation du Soudan par l'Égypte furent, pour le Soudan, un événement néfaste, autant dire une calamité ; pour l'Égypte, une opération mauvaise au point de vue économique et, par voie de conséquence, mauvaise au point de vue de sa politique.

Dans la préface mise en tête du *Journal* de Gordon Pacha, M. A. Egmont Hake dit : « Jamais peut-

1. Dr. W. Junker. *Reisen in Afrika*, I, p. 166.

2. Voir à ce sujet H. Dehérain, *op. cit.*, p. 181-187.

« être, dans les annales de la barbarie, la justice et
« la vérité n'avaient été plus méconnues qu'au Sou-
« dan, lorsque Gordon y arriva en 1874. Les sept
« huitièmes de la population étaient en esclavage ;
« les chasseurs d'esclaves et les traitants y régnaient
« en maîtres, avec la complicité de gouverneurs cu-
« pides qui leur prêtaient main-forte.

« Les indigènes libres étaient terrorisés au point de
« voir un ennemi dans tout étranger, dégradés et mi-
« sérables au point d'échanger leurs propres enfants
« contre du grain et du bétail. Leurs troupeaux n'é-
« taient pas plus en sécurité que leurs personnes ; ils
« n'osaient semer, sachant que les gouverneurs et mar-
« chands d'esclaves les empêcheraient de récolter, et,
« s'ils se risquaient à cultiver un morceau de terre,
« c'était dans quelque coin reculé, ignoré de leurs
« tyrans.

« Ceux-ci avaient pour règle de conduite de traiter
« en coupables ces pauvres noirs ignorants lorsqu'ils
« n'agissaient pas conformément aux lois de la civi-
« lisation la plus avancée, et d'invoquer à leur pro-
« pre décharge la barbarie des coutumes locales,
« lorsqu'ils étaient poursuivis pour excès de pillage
« et de cruauté. »

En présence d'un tel état de choses, si faibles, si divisées, si arriérées, si dociles à se laisser exploiter que fussent les populations du Soudan, il était inévitable que leur passivité fût un jour secouée par une

révolte. Le gouvernement égyptien du Soudan portait en lui-même son germe de destruction : il appelait, il commandait la révolte. S'il y a une chose étonnante, c'est que ce gouvernement ait pu fonctionner de 1822 à 1881. Pendant toute cette durée, il y a bien eu quelques soulèvements, mais ils étaient partiels et furent vite réprimés. Pour que le soulèvement fût général et eût des chances de succès, il fallait avant tout un homme connaissant à fond le Soudan et ses populations. Il fallait un homme du pays, souffrant des souffrances de son pays. Il fallait un homme qui, tout en faisant ressortir le caractère odieux de l'administration égyptienne et en promettant un avenir meilleur, pût trouver une idée, un lien pour faire de toutes ces populations révoltées un tout offrant une force redoutable de cohésion. Il fallait un homme intelligent, énergique, résolu. Il fallait une voix, un chef.

En 1881, il y avait soixante ans que la domination égyptienne pesait sur le Soudan à l'étouffer. Or, vers cette époque, avec une imprudence qui n'avait d'égale que sa radicale incompréhension des peuples conquis, le gouvernement du Khédive, qui avait tout fait, comme on l'a vu, pour favoriser la traite des esclaves, voulut, d'un coup, la supprimer. C'en était trop. La révolte était, comme on dit, « dans l'air ». Il se trouvait un homme, Mohammed Ahmed, vigoureux, dans l'éclat de l'âge, intelligent, énergique,

fanatique, instruit, éloquent : les circonstances en firent le « Mahdi », l'Envoyé, le Prophète.

*
* *

Nous nous sommes étendu sur le Soudan sous la domination égyptienne parce que, à nos yeux, c'est la partie de son histoire, avant le règne anglo-égyptien, la plus importante. C'est l'Égypte qui a fait entrer le Soudan dans le droit international. C'est l'occupation du Soudan par Méhémet-Ali et ses successeurs jusqu'en 1884 qui constitue le titre de propriété de l'Égypte. Ce titre est fondé sur une conquête que rien ne justifiait en droit, que rien n'est venu justifier en fait. C'aura été le propre du Soudan d'être le domaine des faits qui créent le droit, ou, si l'on préfère, un droit... Néanmoins, c'est en vertu de ce titre de propriété que, après une période d'abandon réel du Soudan par l'Égypte de treize intégrales années, l'Angleterre revendiquera la possession du Soudan pour et au nom de l'Égypte, envers et contre tous. C'est donc grâce à cet exposé historique que l'on comprendra mieux et la suite des événements et la situation purement juridique du Soudan anglo-égyptien de nos jours.

CHAPITRE III

La fin de l'occupation égyptienne et le Mahdisme

Lorsqu'on étudie le Soudan au point de vue du droit international, la révolte du Mahdi et le règne Mahdiste peuvent être envisagés sous deux aspects différents.

Ils apparaissent d'abord comme un épisode dans l'histoire du Soudan. Un épisode extrêmement important et intéressant, mais un épisode. En 1881 le Haut Nil, en fait et en droit, est sous la domination égyptienne. A cette époque, un « Mahdi » surgit. Il se révolte contre les occupants de son pays, les combat et, en 1885, lorsqu'il se trouve être le seul maître effectif du Soudan, il meurt. Un de ses khalifes prend sa succession, et la domination mahdiste dure jusqu'en 1898 — date à laquelle les Égyptiens, aidés cette fois des Anglais, reprennent possession de leurs anciennes provinces soudanaises. C'est cette dernière conquête qui a créé l'état de choses actuel. Le mahdisme, né de l'occupation égyptienne, la fait cesser, et, après un règne de près de quatorze ans, dé-

truit lui-même par ceux qu'il avait réussi à chasser du Soudan, il disparaît à jamais — sans avoir jamais été reconnu comme un État constitué par une puissance européenne, ni, à bien plus forte raison, par l'Égypte ou la Turquie. Il peut donc être considéré comme une révolte, une période transitoire, un épisode dans l'histoire du Soudan, qui présenterait ainsi un certain caractère de continuité. Le soulèvement du Mahdi, la nature de ses prédications, sa doctrine, ses guerres, la prise de Khartoum, sa domination, sa mort ; le règne du khalife Abdullah, son successeur, son administration, sa lutte contre les armées anglo-égyptienne, son écrasement définitif à Omdurman : tout cela relèverait alors de l'Histoire (1).

Le Mahdisme peut, en second lieu, être considéré à un point de vue strictement juridique. C'est, en effet, le Mahdisme qui a été la cause de l'expédition — égyptienne de 1896-1899 — d'où est sorti le statut politique du Soudan actuel. C'est encore le Mahdisme qui, n'étant pas reconnu par la France comme constituant un État, a été le prétexte justificatif de l'expédition Marchand — d'où est sortie la question de Fachoda.

Ainsi, le Mahdisme, pur état de fait, a donné nais-

1. Cette histoire a été faite d'une façon très complète par M. Gaston Dujarrie dans *L'État Mahdiste du Soudan*. Paris, 1901. J. Maisonneuve, édit.

sance à des controverses juridiques et à des complications diplomatiques des plus graves. Ce point de vue rentre directement dans le cadre de notre étude : c'est donc celui que nous adopterons. Néanmoins, un historique succinct est indispensable, parce que, pour bien saisir la situation internationale actuelle du Soudan, il faut embrasser l'histoire de ce pays dans son ensemble. En rappelant les grandes dates, nous ne nous y arrêterons qu'autant qu'elles seront de nature à servir d'argument juridique ou à aider à l'argumentation juridique dans la question du Soudan.

∴

Le Major R. Wingate, aujourd'hui Sirdar du Soudan, en analysant les causes du Mahdisme, les ramène à trois : l'oppression et la vénalité des Egyptiens, étrangers au pays, et mal surveillés ; la suppression de la traite des esclaves, suppression incomplète qui amena un renchérissement du prix des esclaves et un surcroît de misère aux malheureuses victimes de la traite ; enfin la faiblesse militaire des troupes d'occupation.

Il semble que ce soit là commettre une légère confusion. La cause véritable du soulèvement des Soudanais, ç'a été l'oppression des fonctionnaires étrangers au pays. Cela est évident. L'oppression, poussée au

1. Major P.-R. Wingate, *Mahdism and the Egyptian Sudan*, chap. IV.

degré qu'on a vu, devait fatalement provoquer une révolte. C'est l'avis de tous les auteurs qui se sont occupés du Mahdisme (1). Le Major F.-R. Wingate cite lui-même cette cause en premier lieu. La suppression de l'esclavage, mesure qui venait s'ajouter aux autres mesures d'oppression des fonctionnaires, mais ne s'en différenciait pas par sa nature, fut un des « *prétextes* » — peut-être le plus puissant — du soulèvement. Quant à la faiblesse militaire des troupes d'occupation, ce fut une circonstance, une fois le principe de la révolte adopté, qui l'encouragea en lui faisant entrevoir des conditions de succès très probable.

La cause, la seule cause en définitive, du soulèvement mahdiste doit être recherchée dans l'administration intolérable de l'administration du gouvernement égyptien du Soudan. De cette administration tous les Soudanais souffraient, tous les Soudanais avaient donc intérêt à se révolter contre elle. La traite étant alors une institution séculaire et répandue dans tout le pays, son abolition, en frappant tout le monde, devait causer un préjudice général : excellent prétexte à mettre en avant pour un chef de révolte ! Les

1. Notamment de H. Pensa : « Le mouvement mahdiste était d'abord une révolution contre les oppresseurs. » *L'Égypte et le Soudan égyptien*, p. 238 ; de J. Darmesteter. *Le mahdi depuis les origines de l'Islam jusqu'à nos jours*, Paris ; de G. Dujarric. *L'État mahdiste du Soudan*, p. 7 à 29 ; de Jules Cocheris. *Situation internationale de l'Égypte et du Soudan*, p. 268 et suiv.

oppresseurs étaient mal défendus par une armée d'occupation mal organisée et peu nombreuse : excellente condition pour les mettre facilement à bas !

L'esclavage et la traite, on l'a vu, étaient pratiqués au Soudan sur une très large échelle. Les puissances européennes, mises au courant de ce trafic humain par les récits de leurs voyageurs et par les rapports de leurs consuls à Khartoum, s'en émurent. Sur leurs instances et sur les instances notamment du Prince de Galles, le Khédive Ismaïl envoya en 1869, sous les ordres de Samuel Baker, une expédition anti-esclavagiste dans le Haut-Nil. Gordon Pacha, pendant qu'il était gouverneur général de l'Équatoria, de 1874 à 1879, combattit aussi l'esclavage. En 1877, une convention fut signée entre les Gouvernements britannique et égyptien pour la suppression de la traite (1). Mais ces mesures, à cause même de leur caractère radical, ne pouvaient avoir une bien grande efficacité. L'esclavage était entré profondément dans les mœurs du Soudan. En Orient, surtout à cette époque, esclave était synonyme de serviteur à la merci de son maître. Le tout était de tomber sur un bon maître. Ce n'est pas une justification de la traite que l'on tente ici. Nous ne perdons pas de vue, un seul instant, le caractère odieux de l'esclavage. Nous l'envi-

1. *Conventions, décrets, règlements et instructions relatifs à la suppression des esclaves*. Le Caire, 1886, in-8.

sageons seulement au point de vue politique. Or, pour que sa suppression eût des chances de réussir, il fallait qu'elle passât, en quelque sorte, inaperçue. Il fallait qu'on procédât par gradations. Au Soudan surtout, auprès de peuples arriérés qui tiennent essentiellement à leurs habitudes, entre la première mesure, en apparence insignifiante et timide, contre l'esclavage, et son abolition totale, il fallait ménager une longue période de transition.

Pour bien comprendre cette question, il faudrait, un instant, se pénétrer de la mentalité orientale. L'appréciation suivante, spécieuse pour un occidental, reflète bien cette mentalité. « On dit beaucoup
« de mal des marchands d'esclaves. Ce n'est pas
« tout à fait un commerce. Ces gens vous procu-
« rent des domestiques pour un temps très long à
« un prix moyen par année, et payent une fois pour
« toutes. Le bénéfice de cette affaire revient aux pa-
« rents et aux domestiques eux-mêmes. Il y a des
« orphelins qui mourraient de faim dans la rue et
« qui trouvent ainsi un asile dans les familles (1). »

C'est d'une manière analogue que le Mahdi a dû défendre l'esclavage devant les Soudanais. Il était, en cela, puissamment secondé par l'armée des *djellabs* qui couvraient tout le territoire du Soudan. La

1. Mémoires d'Abdul-Hamid. Extraits donnés par *Le Temps*, 23 février 1913.

suppression de la traite, en heurtant et une institution admise de tout le monde et les intérêts d'un grand nombre de commerçants, était donc une mesure impolitique au premier chef. De cette faute, le Mahdi fit une arme, et, dans la propagande de sa doctrine, la défense et la glorification de l'esclavage tinrent une grande place (1).

Partout où il se trouvait, par sa parole enflammée, le Mahdi faisait des adhérents en masse. Les émissaires se chargèrent de catéchiser les autres parties du Soudan. Réouf Pacha, gouverneur général, s'en inquiéta. Pour prévenir un péril, pour prévenir ce qui devait être plus tard le « péril mahdiste », il envoya dans le Haut-Nil, près de l'île d'Abba, où Mohammed Ahmed avait établi son quartier général, une expédition qui avait pour but d'amener le Mahdi à s'expliquer devant lui, à Khartoum même. Abou-Saoud, chef de cette expédition, s'acquitta maladroitement de sa mission. Un coup de feu ayant été tiré par un de ses soldats contre un des derviches du Mahdi, une bataille s'engagea au cours de laquelle les Égyptiens furent exterminés (2).

1. « Le meilleur argument contre l'opportunité de l'abolition de l'esclavage, est dans ce fait que presque toute la population esclave a pris fait et cause pour le Mahdi, ouvertement partisan de la traite. »

G. Dujarric, *L'État Mahdiste du Soudan*, p. 61, note 2.

2. Société de Géographie de Paris. Comptes rendus 1883, n^{os} 17-18.

Jusque-là, le Mahdisme couvait au Soudan. L'expédition de Abou-Saoud lui donna, pour ainsi dire, officiellement le jour. La révolte mahdiste était née. On était en août 1881.

*
* *

Le Mahdisme comprend trois périodes bien distinctes.

1° De 1881 à 1885, date de la chute de Khartoum et de la mort de Mohammed-Ahmed, le Mahdisme est, dans la stricte acception du terme, une révolution. Les batailles qui auront lieu auront toutes pour raison ou bien la défense de quelque garnison égyptienne contre l'insurrection montante, ou bien la répression de la révolte par les autorités égyptiennes. On verra que le siège et la prise de Khartoum même, malgré les instructions données à Gordon de procéder à l'évacuation du Soudan par les Égyptiens, doivent rentrer dans cette période ;

2° De 1885 à 1896, date du départ de l'expédition Anglo-Égyptienne, le Mahdisme n'est plus, en fait, une révolte, mais bien une domination réelle du Soudan, un État non reconnu ;

3° De 1896 à 1899, le Mahdisme est considéré comme un « péril », et, comme tel, combattu et détruit.

*
* *

Du jour où Mohammed-Ahmed — qui était déjà considéré comme le « Mahdi » par un grand nom-

bre de Soudanais — livra bataille aux Égyptiens et les vainquit, sa cause de régénérateur du Soudan était gagnée. Cet homme, qui se prétendait « l'Envoyé de Dieu », joignait l'action à la parole : il n'en fallait pas davantage pour que les tribus nègres vinssent à lui. Mais Mohammed-Ahmed, estimant que dans ce Soudan, aux races mêlées, aux peuples diversement intelligents ou vigoureux, il lui fallait choisir une contrée où asseoir son autorité en recrutant des partisans fidèles, conscients, résolus, et qui joindraient à ces qualités des vertus guerrières, quitta le Ghézireh. Ses lieutenants se chargèrent d'attaquer les garnisons égyptiennes de Sennaar, Messalemieh et d'autres places fortes moins importantes. Quant à lui, il se dirigea du côté du Kordofan. Là, les habitants étaient des mahométans fanatiques et courageux, et le pays disposait de grandes ressources. Là encore l'administration égyptienne était particulièrement détestée. De là, il était facile de soulever et de gagner à sa cause le Darfour. Pour le Mahdi, il importait donc de conquérir le Kordofan pour en faire une sorte de forteresse d'où il étendrait son action sur tout le Soudan. C'est ce qu'il entreprit dès le mois de septembre 1881. Chemin faisant, il battit les Égyptiens à Djebel-Gadir, et resta dans les environs pendant quelques temps. Arrivé au Kordofan, il fut battu à Barah. Alors, la lutte s'engagea entre ses fidèles et les troupes égyptiennes, avec, de part et d'autre, des

alternatives de revers et de succès. Cependant, à la fin de l'année 1882, la chance tourna du côté des Mahdistes. Dès les premiers jours de janvier 1883, coup sur coup, après un siège en règle, ils prirent Barah et El Obéid, la capitale du Kordofan. La prise de cette dernière ville, suivie d'une proclamation où il était fait appel au sentiment religieux des Kordofanais, consacra la domination du Mahdi dans tout le Kordofan.

L'émotion fut grande à Khartoum à la nouvelle de la chute d'El Obéid. Le gouverneur général avait déjà demandé des renforts au Caire. Le 16 décembre 1882, le lieutenant-colonel Stewart arrivait à Khartoum, « envoyé par le Gouvernement britannique pour examiner la situation du Soudan » (1). Il quittait Khartoum pour le Caire, le 8 mars 1883.

Entre temps, par la voie de Souakim, arrivaient environ 5.000 hommes de renforts, avec un état-major, d'officiers anglais, dont le général Hicks. Ce dernier était nommé « chef d'état-major de l'armée du Soudan », et était chargé de préparer et de diriger toutes les opérations. En réalité, il était le véritable commandant en chef ; mais, en présence du caractère ostensiblement religieux de l'insurrection, on avait jugé impolitique de mettre officiellement à la tête de l'armée du Soudan un étranger et un chrétien » (2).

1. G. Dujarric, *op. cit.*, p. 74.

2. *Id. Ibidem*, p. 83.

Au mois d'avril, Hicks remonta le Nil Blanc, défit les Mahdistes à Maharabieh, et revint à Khartoum. Il organisa alors sa fameuse expédition du Kordofan, repaire du Mahdisme.

Une armée, forte de plus de 10.000 hommes, remonta le Nil et attint El Dueim, le 20 septembre 1883. Quelques jours après, Hicks la rejoignit. Alors commença, à travers le désert qui sépare le Nil du Kordofan, une marche terrible, pendant laquelle les Égyptiens en proie aux privations et aux intempéries, furent continuellement harcelés par les Mahdistes. Le 5 novembre 1883, près des puits de Khasghil, l'armée de Hicks, surprise à l'aube par une attaque foudroyante, sauvage, d'une très forte armée de Mahdistes qui s'étaient cachés dans une forêt des environs, la forêt de Shekhan, fut, pour ainsi dire, anéantie. Hicks et la vingtaine d'officiers anglais qui étaient avec lui, furent tués. De cette armée de 10.000 soldats, au bas mot, 200 hommes seuls échappèrent. Ce sont ces « rescapés » qui racontèrent, dans la suite, les péripéties du désastre (1).

La victoire de Khasghil, par son retentissement dans tout le Soudan, donna au Mahdi un prestige énorme. « Désormais, la cause du prophète semble « être celle de Dieu. Le caractère divin de sa mission

1. On a dit et répété un peu partout que, seul, un chancelier échappa au désastre : c'est apparemment inexact. Nous n'avons pu savoir sur quoi est fondée cette assertion.

« ne peut plus être mis en doute par personne (1). »

Les succès du Mahdi dans le Kordofan lui livrèrent le Darfour. Slatin Bey (2), gouverneur de cette province, en apprenant la défaite de Hicks, et voyant ses communications coupées avec Khartoum et le Nil, fit, en décembre 1883, sa soumission au Mahdi. De son côté, et pour les mêmes raisons, Lupton Bey, gouverneur de la province de Bahr-El-Ghazal, fit de même.

Pendant que le Mahdi occupait les Égyptiens dans le Ghézireh, un de ses plus farouches émirs, Osman Digna, tenait en respect les forces anglo-égyptiennes qui tentaient d'aller vers Khartoum par la voie de Souakim. Des combats eurent lieu, du mois d'août 1883 jusqu'en juin 1884, à Sinkat, Souakim, El-Teb, et où les Anglo-Égyptiens, commandés par des officiers anglais, et les Mahdistes furent alternativement victorieux. L'Angleterre avait aussi envoyé devant Souakim, une flotte sous les ordres du contre-amiral Hewett.

Mais Khartoum, à cause de son importance politique et économique, devait être le centre des opérations et l'objectif principal des Mahdistes. Mohamed-Ahmed, mettant à profit l'enthousiasme qu'avait

1. Jules Cocheris *Situation internationale de l'Égypte et du Soudan*, p. 280.

2. Aujourd'hui Slatin Pacha, inspecteur général du Soudan anglo-égyptien.

suscité auprès des Soudanais ses récentes victoires, rallia ses armées et, dès les premiers jours de mars 1884, se présenta devant Khartoum. Gordon Pacha, accompagné du colonel Stewart, y était arrivé le 18 février. Nous verrons plus loin quelle était la nature de sa mission. Le fait est que Gordon, qui avait reçu une lettre de Mohammed-Ahmed l'invitant à se soumettre, décida de lutter contre l'invasion mahdiste.

Le 16 mars, après une première attaque contre Khartoum, le Mahdi en commença le siège. Siège mémorable ! défense héroïque !

Après trois cent dix-sept jours de résistance, pendant lesquels elle supporta vaillamment assauts, famine, maladies, séditions, la ville de Khartoum fut prise d'assaut le 26 janvier 1885. Gordon périt assassiné, au seuil du palais du Gouvernement⁽¹⁾. Il avait été l'âme de la résistance. Par son endurance et son énergie, sa foi aux secours que, jusqu'au dernier moment, il ne cessa d'annoncer, il avait entretenu le courage de ses soldats et des habitants. Les secours arrivèrent deux jours trop tard. La tragédie était consommée. Le Mahdi avait accompli son œuvre : le Soudan était conquis. Et l'on peut dire que lorsque Mohammed-Ahmed mourut, au milieu de juin 1885, la période *révolutionnaire* mahdiste était achevée.

1. Pour le siège et la prise de Khartoum, cf. le rapport dressé par Lord Kitchener, alors Major, Blue-Book 1886, p. 23 et suivantes.

Une question des plus importantes, au point de vue juridique, est celle des instructions de Gordon à son arrivée à Khartoum. Elle se rattache intimement à la question de l'évacuation du Soudan par l'Égypte. Elle en est le corollaire.

Depuis les événements d'Arabi-Pacha, en 1882, les Anglais « occupaient » l'Égypte et le Gouvernement égyptien, dans ses actes politiques, était sous la tutelle de l'Angleterre. Nous n'avons pas à nous occuper ici de la « question d'Égypte ». Nous bornant à constater que l'occupation anglaise était un fait connu des puissances et subi, admis même par l'Égypte, nous tirerons de cette constatation toutes ses conséquences logiques pour ce qui est du Soudan.

L'émotion fut grande au Caire à la nouvelle des succès retentissants du Mahdi. Le ministère Chérif examina la question de savoir quelle conduite il convenait d'adopter à l'égard du Mahdi. Chérif Pacha et ses collègues furent d'avis qu'il fallait immédiatement réprimer la révolte, et conserver les provinces soudanaises. Sir Evelyn Baring (1) venait d'être nommé Agent britannique en Égypte. Lorsque le désastre de Khasghil fut connu, un conseil extraordinaire des ministres se tint. Sir Evelyn Baring, qui y fut convoqué, déclara que « si le Gouvernement de S. A. le

1. Depuis, Lord Cromer.

« Khédive estimait les provinces soudanaises de quelque utilité pour l'Égypte, il était parfaitement libre d'agir et de faire tout ce qu'il pourrait pour les maintenir sous son autorité, mais qu'il était inutile de s'adresser à l'Angleterre dans cette question, parce que, sous une forme quelconque, elle ne prêterait jamais son appui au Gouvernement » (1). On voyait ainsi poindre la divergence de vues entre le ministère Chérif et l'Angleterre au sujet de la politique à suivre au Soudan. Cette divergence alla en s'accroissant. Sir Evelyn Baring, ayant reçu de nouvelles instructions du *Foreign Office*, demanda au Gouvernement égyptien de procéder à l'évacuation pure et simple du Soudan. Le ministère Chérif, ne voulant pas se prêter à cette mesure, donna brusquement sa démission, qui fut motivée dans une lettre rendue publique. Le 8 janvier 1884, Nubar Pacha avait formé le nouveau ministère.

Il convient de présenter cet incident sous son véritable aspect.

La révolte avait éclaté au Soudan contre l'administration Égyptienne. A la suite des victoires éclatantes du Mahdi, le soulèvement était devenu général. Quelle était, en présence de ces événements, la situation de l'Égypte ? Quelle attitude devait-elle prendre ?

1. *Egyptian Gazette*, novembre 1883.

Deux solutions se présentaient : celle de Chérif Pacha, réprimer la révolte et maintenir l'autorité khédiviale sur le Haut-Nil ; et celle de l'Angleterre, abandonner le Soudan à lui-même. La thèse du ministère Chérif, avait pour elle de vouloir, coûte que coûte, sauvegarder les intérêts de l'Égypte. La thèse anglaise, tout en paraissant moins élégante, prétendait aussi servir l'intérêt bien entendu de l'Égypte. En apparence donc, elles étaient toutes deux fondées sur le même motif. Faut-il admettre que Chérif Pacha, en refusant de se ranger à l'avis de l'Angleterre, craignait chez cette dernière une arrière-pensée d'appropriation ultérieure du Soudan ? Cela est possible. Mais c'était une éventualité qu'il n'était pas au pouvoir de l'Égypte d'empêcher de se réaliser. Au reste, il semble indéniable que l'Angleterre, en faisant du Soudan une *res nullius*, ait voulu, en dernière analyse, ménager l'avenir pour elle. Cela, c'est le côté politique. En réalité, la question se présentait différemment. Le Mahdi était un ennemi puissant, redoutable. L'Égypte avait déjà perdu, à le combattre, des milliers d'hommes. Il ne fallait pas songer, pour étouffer un mouvement de révolte aussi formidable, aux forces qu'on avait au Soudan (1).

Pour venir à bout du Mahdi, il eût fallu organiser une expédition nombreuse, coûteuse, une expédition

1. Borelli-Bey. *La chute de Khartoum*. Avant-propos, p. 2.

en grand. Les ressources de l'Égypte n'y pouvaient suffire. Son budget était obéré, et son armée manifestement insuffisante. Les firmans impériaux d'investiture des Khédives leur défendaient d'avoir plus de 18000 soldats. D'autre part, jusque-là, le Soudan avait plus coûté qu'il n'avait rapporté. Dans ces conditions, ne valait-il pas mieux courir au plus pressé, sauver de la tourmente mahdiste ce qu'il y avait au Soudan d'égyptien, soldats, fonctionnaires, civils, et évacuer le pays, — quitte à le reprendre plus tard, à la première occasion propice, lorsque le Mahdi se serait affaibli de lui-même ? — Mais c'était là faire le jeu de l'Angleterre ! — Possible. Mais puisque, pour le moment, l'Angleterre *ne voulait pas* prêter son concours, que celui de la Turquie était hypothétique, — quel profit avait-elle à envoyer une expédition au Soudan ? comment, par quels moyens l'aurait-elle fait ? — l'évacuation se présentait comme la seule solution pratique et logique. C'est ce que comprit le Khédivé Tewfik et ce à quoi se résolut le ministère Nubar.

La Porte prétendant que ses droits étaient lésés par l'abandon du Soudan, protesta auprès des puissances. Sa protestation, comme de coutume, demeura sans effet.

L'évacuation décidée, il en fallait confier l'exécution à quelqu'un qui connût le Soudan et qui y eût quelque influence. L'Angleterre proposa Gordon Pa-

cha, qui avait été gouverneur des Provinces équatoriales et qui avait laissé au Soudan un excellent souvenir.

En examinant la mission de Gordon, on prépare le terrain à la discussion juridique sur la nature de l'abandon du Soudan par l'Égypte. Il importe donc de présenter ici les documents.

En janvier 1884, Gordon se trouvait à Bruxelles en train de négocier avec le roi Léopold II une mission au Congo, lorsqu'il reçut de Lord Wolseley une dépêche le rappelant à Londres. L'Angleterre avait besoin de lui pour l'évacuation du Soudan. Voici le texte officiel des instructions remises à Gordon par Lord Granville, *Foreign secretary*, le 18 janvier 1884.

« Monsieur. Le Gouvernement de Sa Majesté désire
« que vous partiez sans retard pour l'Égypte, afin de
« faire un rapport sur la situation militaire du Sou-
« dan et sur les mesures qu'il serait opportun de
« prendre pour la sécurité des garnisons, ainsi que
« pour celle de la population européenne de Khar-
« toum. Vous aurez donc à examiner et à nous rap-
« porter les meilleurs moyens à adopter pour opérer
« l'évacuation de l'intérieur du Soudan, pour assurer
« la sécurité de l'administration, sous la souveraineté
« égyptienne, des ports de la côte. Vous donnerez,
« en même temps, une attention spéciale à la ques-
« tion des mesures à prendre pour empêcher que le
« mouvement insurrectionnel et la retraite des auto-

« rités égyptiennes de l'intérieur du Soudan, ne puis-
« sent favoriser la traite des esclaves. Vous recevrez
« vos instructions de l'agent de la Reine au Caire et
« c'est par son entremise que vous nous adresserez
« vos rapports, sous sceau mobile. Vous vous consi-
« dérez aussi comme chargé et autorisé à remplir
« telles autres missions que le Gouvernement égyptien
« pourrait désirer vous confier et qui, dans ce
« cas, vous seraient communiquées par l'entremise de
« Sir Evelyn Baring. Vous serez accompagné du colo-
« nel Stewart qui vous assistera dans la mission dont
« vous êtes chargé. Dès votre arrivée en Égypte, vous
« vous mettrez en communication avec Sir Evelyn
« Baring qui viendra à votre rencontre et décidera
« de concert avec vous si vous devez aller directe-
« ment à Souakim ou vous diriger par vous-même ou
« envoyer le colonel Stewart à Khartoum. »

Voici maintenant, en regard, comment Gordon raconte la façon dont on lui confia son mandat : « Dans
« l'après-midi (du 18 janvier 1884) Wolseley vint me
« prendre et me mena au Conseil. Il y entra d'abord
« seul, causa avec les ministres, puis vint me rejoindre et me dit : « Le Cabinet désire que vous en-
« tendiez bien *qu'il est décidé à évacuer le Soudan,*
« *et qu'il ne saurait garantir le futur Gouvernement*
« *de ce pays.* Êtes-vous prêt à partir dans ces condi-
« tions? » Je dis : « Oui ». — « Venez donc », reprit-
« il alors, et il m'introduisit dans la salle du Conseil.

« On me demanda : « Wolseley vous a-t-il communiqué nos instructions ? » Je répondis : « Il m'a dit que vous n'entendiez pas garantir le futur Gouvernement du Soudan et que vous désiriez m'y envoyer pour diriger l'évacuation ». — « C'est cela même », me fut-il déclaré. — Ainsi se termina l'affaire. A 8 heures du soir, je pris le train pour Calais (1)... »

Dans une autre lettre, écrite à bord du Tanjore, avant de débarquer à Alexandrie, Gordon dit : « Les ministres de la Reine, *je l'ai bien compris*, sont arrivés à la conclusion irrévocable qu'ils ne peuvent accepter l'onéreux honneur d'assurer une administration juste et équitable aux peuples du Soudan. Par une conséquence logique, ils ont décidé de rendre ces peuples à l'indépendance et de ne plus souffrir que le Gouvernement égyptien se mêle de leurs affaires. Les ministres de la Reine m'en voient donc au Soudan pour *négoier* l'évacuation de ce pays et le départ de tous les soldats ou employés égyptiens (2). »

On sent percer à travers ces lignes un je ne sais quoi qui indique chez Gordon un certain flottement dans l'acceptation, franche et nette, du mandat *tel* qu'on le lui confie. Le Gouvernement anglais, de

1. Lettre de Gordon à M. Barne, 22 janvier 1884.

2. Borelli-Bey. *La chute de Khartoum*. Avant-propos, p. 5.

son côté, comme s'il se fût douté de la répulsion inavouée de Gordon à exécuter strictement les ordres donnés, lui répéta à satiété ses instructions.

Le 23 mars 1884, Lord Granville adressait à Sir Evelyn Baring la dépêche suivante : « La mission du
« général Gordon est *entièrement pacifique* et ne doit
« entraîner aucun mouvement de troupes anglaises.
« Ses instructions, arrêtées d'accord avec lui, portent
« qu'il renseignera le Gouvernement de Sa Majesté
« sur la situation militaire du Soudan, sur les me-
« sures à prendre pour la sécurité des garnisons égyptiennes qui s'y trouvent encore, sur le meilleur
« mode d'évacuation du Soudan, enfin sur les me-
« sures à adopter pour assurer la tranquillité et la
« bonne administration des ports maritimes. Le gé-
« néral Gordon a été, en outre, autorisé à remplir les
« autres devoirs que le Gouvernement égyptien peut
« juger à propos de lui confier par voie intermé-
« diaire (1). »

Quelques jours après dans une autre dépêche à Sir Evelyn Baring, Lord Granville dit encore : « Vous
« avez répété au général Gordon que le principal but à
« atteindre était l'évacuation du Soudan ; vous avez
« ajouté que cette mesure avait été résolue par le
« Gouvernement égyptien, sur le conseil du Gouver-

1. *Correspondence respecting the Egyptian affairs*, 1884, Lord Granville à Sir Evelyn Baring, 23 mars 1884.

« nement de Sa Majesté, que vous considérez comme
« hors de discussion, l'acquiescement du général Gor-
« don à ces vues, et son avis qu'elles ne devraient
« être, sous aucun prétexte, modifiées... Quelques
« mois, pensez-vous, pourraient être nécessaires pour
« les réaliser, et notamment pour remettre le pays
« aux mains des anciens petits sultans, qui pour-
« raient peut-être former une espèce de confédéra-
« tion. Le Gouvernement de Sa Majesté, pénétré des
« nécessités de la situation, a approuvé ces instruc-
« tions, qui transforment virtuellement la mission du
« général Gordon. Au lieu d'avoir simplement à
« nous renseigner, il est désormais investi du mandat
« de présider à l'évacuation de Khartoum et de tout
« le Soudan... (1) »

Voici, d'autre part, le firman par lequel le Khédivé Tewfik confiait à Gordon le titre et les fonctions de gouverneur général du Soudan :

« A Son Excellence l'honorable Gordon Pacha.

« Vous savez que l'objet de la mission de Votre
« Excellence au Soudan est d'opérer l'évacuation de
« ce pays par nos troupes et par les fonctionnaires
« du Gouvernement qui s'y trouvent, ainsi que d'as-
« surer l'arrivée en Égypte de ceux des habitants du
« Soudan qui voudraient s'y transporter avec leurs

1. *Correspondence respecting the Egyptian affairs*, 1884, Lord Granville à Sir Evelyn Baring.

« familles et leurs biens. Nous sommes certain que
« Votre Excellence saura prendre les mesures néces-
« saires à l'accomplissement de sa mission.

« Après avoir réglé cette affaire, vous prendrez les
« arrangements indispensables pour établir dans ces
« provinces un Gouvernement fort qui assure le main-
« tien de l'ordre et préserve la masse ignorante des
« calamités qui fondraient sur elle, si elle était aban-
« donnée *sans chef*. J'ai pleine confiance dans votre
« jugement et votre énergie pour mener à bonne fin
« la tâche qui vous est prescrite. » 27 janvier 1884 (1).

De la lecture de ces documents il résulte : 1° que l'Égypte, conseillée par l'Angleterre, entendait évacuer le Soudan, purement et simplement ; 2° que Gordon a été choisi pour procéder à l'évacuation ; 3° que Gordon est chargé, en se retirant, d'établir au Soudan un « Gouvernement fort » avec, à la tête, un des anciens sultans du pays.

Or, voici comment Gordon, en route pour Khartoum, avant même d'être arrivé à son poste, *interprétait* sa mission dans une lettre adressée à Sir Evelyn Baring, son chef hiérarchique, et datée d'Abou-Hammad, 8 février 1884 : « Je considère qu'à mon
« arrivée à Khartoum, mon soin devra être de diri-
« ger sur le Caire les familles de tous les employés

1. *Journal du général Gordon ; siège de Kartoum*. Préf. par Egmont Hake. Trad. de l'anglais par M. A. B. Paris 1886, Firmin-Didot, éditeur.

« ou soldats décidés, puis, de m'occuper de rouvrir
« les communications et de pacifier les esprits. Il y
« aura alors à considérer ce qui doit suivre. Votre
« Excellence n'ignore pas que le Soudan possède un
« système régulier de postes et télégraphes ; des
« cours de justice, des administrations financières et
« autres y sont en fonction ; bref, le pays s'est habi-
« tué depuis un certain temps à une direction gou-
« vernementale. Il me paraît que troubler subitement,
« sinon annihiler ce système, serait livrer le pays
« à l'anarchie. C'est pourquoi je demande très sérieu-
« sement l'évacuation et non pas l'abandon (1). »

« Je demande très sérieusement l'évacuation et non
« pas l'abandon ! » Dans la bouche d'un militaire
comme Gordon, que voilà bien une imaginaire subtilité juridique ! Évacuer un pays sans plus l'occuper effectivement, sans plus y faire acte de souveraineté, sans plus y laisser une administration chargée de représenter l'État suzerain, en droit comme en fait, cela n'équivaut-il pas à un abandon ? Mais Gordon ne devait pas rester à une inconséquence près.

Pendant son premier séjour au Soudan, de 1874 à 1879, après avoir, dans sa lutte contre l'esclavage, fait fusiller Suleïman, fils de Zubeïr Pacha, grand traitant, Gordon avait envoyé ce dernier en exil en

1. *Correspondence respecting the Egyptian affairs*, 1884. Général Gordon à Sir Evelyn Baring, 8 février 1884.

Égypte. En 1884, à son arrivée à Khartoum, après une proclamation étrange à la population, où il annonçait le retour à la liberté de l'esclavage, ce même Gordon demande le rappel de Zubehr pour en faire un collaborateur dans son organisation, à lui, du Soudan. Lui dont la mission devait être « entièrement pacifique », il prépare la lutte et organise à Khartoum « toutes sortes de défenses, mines, torpilles, chausse-trappes en fil de fer. Il avait fait porter les armes à toute la population (1). »

Des actes de Gordon à son arrivée au Soudan, de la lecture de son *Journal*, une impression se dégage, nette : il veut, avant tout, réprimer la révolte mahdiste. Tout, chez lui, converge vers ce but. S'il demande Zubehr, c'est parce que, à son avis, Zubehr seul, vieux potentat soudanais, est capable de l'aider à venir à bout du Mahdi. S'il réclame constamment des renforts — qu'ils soient égyptiens, turcs, anglais ou indiens — c'est parce qu'il veut se dégager de Khartoum, et voler au secours des garnisons égyptiennes des autres places fortes du Soudan, dont le « lâchage, » selon lui, serait une « vilénie ». On évacuera le Soudan, si toutefois on doit l'évacuer, lorsqu'on aura écrasé le Mahdi. Voilà pourquoi nous avons considéré le siège et la chute de Khartoum

1. J. Cocheris. *Situation internationale de l'Égypte et du Soudan*, p. 318.

comme faisant partie de la période « révolutionnaire » du Mahdisme (1).

L'Angleterre voulait procéder à l'évacuation du Soudan, parce qu'elle pensait que l'évacuation devait être, pour elle, d'une grande portée politique. En vérité, pour une tâche aussi importante et surtout aussi épineuse, on comprend malaisément que le « Foreign Office », d'ordinaire judicieux dans le choix de ses hommes, ait jeté son dévolu sur Gordon — sur Gordon qui avait tant « d'idées à lui » — sur Gordon qui, quelques jours seulement avant sa nomination, écrivait ouvertement, le 10 janvier 1884, dans un article publié par la *Pall Mall Gazette* : « Abandonner le Soudan ! c'est le comble de la folie. Cela coûtera beaucoup plus cher que de le garder. Que l'on renonce au Darfour et au Kordofan, cela s'explique encore, mais ce qu'il faut, à tout prix, c'est conserver les provinces situées à l'est du Nil Blanc et au nord de Sennaar. Il n'y a aucun danger que le Mahdi descende en Égypte. Au point de vue de la défense de l'Égypte, l'évacuation du Soudan est injustifiable. Il y a 6.000 hommes à Khartoum. Il y a des garnisons au Dar-

1. « Je tiendrai aussi longtemps que je pourrai, et si je puis étouffer la rébellion je le ferai. » Général Gordon à Sir Evelyn Baring, 16 avril 1884

« four (1), au Bahr-El-Ghazal (2), en Équatoria. Va-
« t-on les sacrifier? Battre en retraite sur Ouadi-Halfa?
« Mais Gondokoro est à 1.500 milles de Khartoum!
« Et de Khartoum, comment franchir la distance qui
« sépare la capitale du Soudan de Ouadi-Halfa?
« Comment fera-t-on traverser le désert de Nubie
« aux 6.000 hommes de troupe et aux émigrants eu-
« ropéens et autres? Qui fournira les chameaux né-
« cessaires? Avant d'avoir fait la moitié du chemin,
« tout sera pillé jusqu'à la peau, en admettant qu'on
« puisse la sauver. Ce qu'il faut, c'est défendre Khar-
« toum. Les forces insurrectionnelles ne peuvent du-
« rer longtemps. Elles tomberont d'elles-mêmes. Mais,
« si on évacue le Soudan, on porte à la fois un coup
« terrible à la sécurité de l'Égypte et, peut-être, à
« la paix du monde. Il n'y a qu'un remède : mainte-
« nir les garnisons, les ravitailler, laisser Nubar Pa-
« cha confier le Gouvernement du Soudan à un
« homme vraiment compétent, Baker Pacha, par
« exemple, avec pleins pouvoirs et 2 ou 3 millions
« de livres sterling, qui proclamera qu'aucun Turc
« ou Circassien n'y reviendra remplir ses poches.
« Quoi qu'il en soit, la plus grande absurdité est d'an-
« noncer l'évacuation du Soudan. Fût-elle inévitable,

1. On a vu précédemment qu'en décembre 1883, les garnisons du Darfour, sous les ordres de Slatin Bey, avaient déjà fait leur soumission au Mahdi.

2. De même pour les garnisons du Bahr-El-Ghazal.

« il serait infiniment plus sage de n'en pas parler.
« Le jour où l'on saura que l'abandon du Soudan
« est chose décidée, tout le monde se tournera vers
« le Mahdi et les difficultés mêmes de l'évacuation
« s'en trouveront accrues. J'irai jusqu'à dire que c'est
« le seul moyen de la rendre impossible. »

Pensait-on sérieusement, au « Foreign Office » que, à quelques jours d'intervalle, un homme eût pu changer aussi diamétralement d'avis ? Cette aberration paraît difficilement explicable.

Il est indiscret, pour un étranger, de porter un jugement sévère sur Gordon. Il avait des qualités de cœur et une abnégation rares. Ce fut un héros, c'est certain, mais, pratiquement, il donna plus d'une fois les signes auxquels se reconnaît un visionnaire (1).

Le siège de Khartoum durait depuis le 16 mars 1884. Gordon ne cessait d'écrire au Caire pour demander des secours. Mais la ligne de conduite de l'Angle-

1. Voici l'appréciation que, timidement, Stanley, bien placé pour connaître des choses du Soudan, porte sur Gordon : « La conduite de Gordon a souvent provoqué mon étonnement ; à sa place, j'aurais agi autrement... »

« Je me suis retenu d'exprimer publiquement mon opinion, parce qu'il n'est pas permis en Angleterre de critiquer Gordon ; en outre ce fut un vrai héros, et il mourut noblement. Cela vous ferme la bouche : quoi qu'il en soit, je maintiens que Gordon n'aurait pas dû mourir. » Autobiographie de Henry M. Stanley, publiée par sa femme Dorothy Stanley, traduite par Georges Feuilloy. Plon-Nourrit, édit. tome II. p. 407-408.

terre était arrêtée : évacuer le Soudan, pacifiquement. Pour Gordon, l'évacuation était à l'arrière-plan de ses préoccupations. Fallait-il dans ces conditions, lui envoyer des troupes ? Ne pouvait-il pas, avec ses 5.000 à 6.000 soldats, et avec l'aide de la population, percer le blocus de Khartoum et faire sa jonction avec les troupes anglo-égyptiennes qui se trouvaient dans la province de Souakim-Tokar, et qui ne demandaient qu'à le secourir ? Quoi qu'il en soit, pendant un assez long temps, jusqu'en juillet 1884, le Gouvernement britannique crut devoir se refuser à envoyer des secours à Gordon. Mais au mois d'août 1884 cédant à l'action de l'opinion publique en Angleterre, à qui Gordon était extrêmement sympathique, le Cabinet de Londres demanda aux Communes, qui le votèrent immédiatement, un crédit de 300.000 £ pour envoyer une expédition à Khartoum.

Sous les ordres du vainqueur de Tell-El-Kébir, Lord Wolseley, la colonne de secours, après des combats meurtriers qui s'ajoutèrent aux difficultés naturelles — le Nil était très bas — arriva en vue de Khartoum le 28 janvier 1885 : il y avait deux jours que Gordon était tué et la ville prise !

La chute de Khartoum ne pouvait modifier le plan de l'Angleterre. Conformément aux instructions qu'il avait reçues, Lord Wolseley organisa la retraite. Elle ne se fit pas sans difficultés. On eut à lutter, pour ainsi dire, pas à pas avec les Mahdistes. Les Anglais

furent victorieux à Kirkcban, le 10 février, et arrivèrent à Korti, leur quartier général, le 8 mars. De là ils se replièrent graduellement sur Wadi-Halfa, qui devint la limite extrême-sud de l'Égypte. On était à la mi-juin 1885. L'évacuation du Soudan était un jait accompli. La « révolte mahdiste », triomphante, se transformait et devenait une « domination », qui dura, en dehors du droit des gens, jusqu'en 1898, date de la prise d'Omdurman, capital du Mahdisme.

*
* *

Pendant que tous ces événements se déroulaient sur le théâtre principal, sur une autre partie du territoire soudanais, se créait, en marge, pourrait-on dire, de la question du Soudan, un état de choses anormal, curieux au point de vue juridique (1).

La province de l'Équatoria, près des sources du Nil, avait pour gouverneur, depuis 1878 Mehmed Emin Pacha, de son vrai nom Édouard Schnitzer.

En mai 1884, Emin Pacha, attaqué par Keremallah, émir du Mahdi, vit ses communications coupées avec Khartoum et l'Égypte. Pendant cinq ans, l'Équatoria demeura isolée du monde civilisé.

1. Cf. à ce sujet : H. Dehérain, *Études sur l'Afrique ; Soudan Oriental : Emin Pacha*, 1904, Hachette, éd. Paris. — H. Stanley : *Dans les ténèbres de l'Afrique ; recherche, délivrance et retraite d'Emin Pacha*, Paris, Hachette. — Autobiographie de Stanley, t. II. — J. Cocheris, *Situation internationale de l'Égypte et du Soudan*.

Lorsque le Conseil des ministres égyptien décida l'évacuation du Soudan, il engloba dans cette mesure l'Équatoria qui faisait partie des provinces soudanaises. En conséquence, Nubar Pacha fit parvenir à Émin la lettre suivante :

Le Caire, 27 mai 1885.

« A Émin Pacha, gouverneur de Gondokoro.

« Le soulèvement du Soudan oblige le Gouverne-
« ment de S. A. à *abandonner ces régions*. En consé-
« quence, nous ne pouvons vous envoyer aucun se-
« cours. D'autre part, nous ne savons pas exactement
« dans quelle position vous vous trouvez, vous et vos
« hommes. Nous n'avons donc aucune ligne de con-
« duite à vous indiquer. Cette lettre vous parviendra,
« via Zanzibar, par l'intermédiaire de Sir John
« Kirk, consul général de S. M. Britannique à Zan-
« zibar. Elle a pour objet de vous laisser une entière
« et complète liberté d'action... Vous êtes autorisé à
« vous procurer de l'argent, en faisant des traites
« sur Sir John Kirk. Je vous répète que vous avez
« carte blanche pour vous en tirer de votre mieux,
« vous et vos hommes. La seule voie que vous puis-
« siez prendre, si vous êtes résolu à quitter Gondo-
« koro, est celle qui aboutit à Zanzibar. Dès que vous
« aurez pris une décision, communiquez-la-moi (1). »

Le Président du Conseil : NUBAR PACHA.

1. Rapportée dans *Le Temps* du 16 septembre 1898.

Cette lettre était explicite. « Le soulèvement du
« Soudan oblige le Gouvernement de Son Altesse à
« abandonner ces régions. » Voilà la décision politique
de l'Égypte concernant l'Équatoria. Tout le reste de
la lettre, sans en excepter la phrase : « Elle a pour
« objet de vous laisser une entière et complète liberté
« d'action », concerne la personne d'Émin et ses
hommes. C'est donc mal interpréter la volonté du
Gouvernement égyptien que de dire, comme on l'a
fait, qu' « Émin continuait à gouverner au nom du
Khédive » (1).

Les « Hauts-Commandements à Émin Pacha », remis par la Khédive Tewfik à Stanley, en février 1887, n'infirmant en rien la thèse que nous soutenons. Au contraire, « les actes du Gouvernement khédivial s'accordèrent avec ses paroles. Aucune tentative ne fut
« faite pour établir un système régulier de communications entre l'Égypte et les pays du Haut-Nil,
« par Zanzibar ou l'Ouganda, ce qui aurait été assez
« facile. Pendant cinq années, de 1884 à 1889, Émin
« ne reçut d'Égypte aucun secours, ni une cartouche, ni une caisse de vivres, ni un ballot d'étoffe,
« rien » (2).

Il devient alors parfaitement oiseux de rechercher si Stanley, en allant à la *délivrance* d'Émin, obéis-

1. J. Cocheris, *op. cit.*, p. 347.

2. H. Dehérain, communication faite au *Temps*, numéro du 16 septembre 1898.

sait, en fait, à une prétendue machination de l'Angleterre qui désirait faire disparaître les droits de l'Égypte sur l'Équatoria pour se l'approprier. Le lien juridique, entre Émin et l'Égypte, n'existait plus depuis la lettre de Nubar Pacha, Président du Conseil des ministres égyptien, et l'Équatoria suivait la condition du reste du Soudan, qu'on étudiera plus loin.

Au reste, la lettre de Nubar Pacha devait être, pour Émin, une superfétation. Ici, la psychologie du personnage est de nature à faire connaître l'homme politique.

Les scrupules n'ont jamais embarrassé Émin.

Allemand, israélité de naissance, élevé dans la religion protestante par sa mère, il quitte son pays pour se mettre au service de la Turquie. Travaillant sous les ordres de Hakki Pacha, qui l'avait pris en estime, il le trompe avec sa femme. Le maître mort, il vit avec elle pendant quelques années, puis, un jour, brusquement, il l'abandonne avec ses enfants, pour ne plus jamais s'occuper d'elle. Entre temps, converti à l'islamisme, il se rend en Égypte et se met à la disposition du Gouvernement khédivial. Nommé Gouverneur de la province d'Équatoria, il semble avoir trouvé là son idéal.

Les communications avec l'Égypte étaient rares. Emin Pacha, médecin, astronome, zoologue, botaniste, vit sur place, heureux, indifférent aux choses du dehors. Quelle gratitude aurait-il pour l'Égypte, lui qui

n'en eut pas pour son pays ? Aussi, en fait, au bout de quelques années de séjour dans l'Équatoria, il arrive à se tailler là, au milieu de ses nègres et des quelques fonctionnaires et soldats égyptiens, une manière de petite principauté indépendante. Il faut reconnaître qu'il y fit œuvre utile. Mais ce côté relève de l'histoire.

Lorsqu'en 1884 les Madhistes coupent ses relations avec le reste du Soudan, Émin, pour prévenir l'isolement de l'Équatoria, et la déconfiture de sa situation matérielle, prie « son ami Schweinfurth d'intéresser à son pays, soit Léopold II, roi des Belges, non encore souverain de l'État Indépendant du Congo, mais déjà protecteur de l'Association Internationale Africaine, soit le cardinal Lavignerie, archevêque de Carthage, qui, *avec ses turcos et ses zouaves... est bien un homme à s'intéresser à une pareille œuvre, et qui dispose de moyens pour commencer immédiatement la besogne* » (1).

Ainsi donc, que ce soit sous la protection de l'Égypte, de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Allemagne, ou d'un cardinal, ce qui préoccupe avant tout Émin, c'est son œuvre dans l'Équatoria. Elle lui fait perdre de vue sa situation politique à l'égard de l'Égypte.

1. H. Dehérain. *Études sur l'Afrique*. Le Soudan Oriental, Émin Pacha, p. 31.

Lorsque Stanley l'eut amené à la côte de l'Afrique Orientale Allemande, Émin s'offrit l'ironie, le 12 mars 1890, d'envoyer, par télégramme, sa démission au Gouvernement khédivial... et s'engagea au service, cette fois, de l'Allemagne. Il s'était souvenu qu'il était Allemand. Il mourut, en 1892, assassiné par des indigènes, au cours d'une expédition où il cherchait à rejoindre à nouveau l'Équatoria, pour se retrouver, complètement dégagé des faibles liens qui l'unissaient jadis à l'Égypte, à la tête de son *œuvre*.

En résumé, jusqu'en 1885, date de la lettre de Nubar Pacha, Émin Pacha n'avait, en réalité, d'un gouverneur égyptien, guère que le titre. Après 1885, il n'avait même plus ce titre. On peut donc affirmer que l'abandon de l'Équatoria fit partie de l'évacuation du Soudan par l'Égypte, et que cette évacuation était, comme nous l'avons dit, un fait accompli en juin 1885.

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT

CHAPITRE PREMIER

Les préliminaires de l'occupation anglo-égyptienne

On a pu voir, dans les documents que nous avons cités, que les mots « abandon » et « évacuation » étaient indistinctement employés. Ces documents devant être considérés comme des actes réfléchis et dont les termes ont été choisis à bon escient, il est permis de croire que, dans la pensée des Gouvernements anglais et égyptien, abandon et évacuation étaient synonymes et exprimaient la même chose.

Quelle était la nature de cet abandon ? Était-il complet, définitif, sans esprit de retour, et faisait-il du Soudan, en droit et en fait, une *res nullius* ? Faut-il, au contraire, considérer que l'Égypte et, derrière elle, l'Angleterre, ont entendu, malgré l'évacuation, conserver sur les provinces soudanaises, un certain « droit éminent », quelque chose comme un *impérium*. D'autre part, ne faut-il pas faire état d'un autre facteur, la Turquie, suzeraine de l'Égypte ?

La question est des plus complexes.

Examinons d'abord le point sur lequel les juristes semblent avoir été jusqu'ici d'accord : la situation, en droit, inattaquable de la Turquie.

Les conquêtes de Méhémet-Ali au Soudan avaient été officiellement reconnues et consacrées par la Porte dans un firman en date du 13 février 1841, et dont le titre résume le contenu : « A mon Vizir Méhémet-Ali Pacha, gouverneur d'Égypte, à qui je confie à présent l'administration des provinces de Nubie, Darfour, Kordofan et Sennaar. »

Conformément à cette reconnaissance formelle, les firmans d'investiture des khédives mentionnaient, comme faisant partie de l'Égypte, les « territoires annexés ». En 1884, lors de l'abandon du Soudan, c'est le khédivé Tewfik qui régnait. Son firman d'investiture, daté du 10 août 1879, dit expressément : « En ta qualité de fils aîné d'Ismaïl Pacha, nous te confions le khédivat d'Égypte tel qu'il se trouve formé par ses anciennes limites, et en comprenant les territoires qui y sont annexés. » Si l'on recherche maintenant quels étaient les pouvoirs du khédivé sur ces territoires, on en trouve la réponse dans un autre passage de ce même firman :

« Le khédivat ne saura, sous aucun prétexte ni motif, abandonner à d'autres personnes, en tout ou en partie, les privilèges accordés à l'Égypte et qui lui ont été confiés, et qui sont une émanation des

prérogatives inhérentes au pouvoir souverain, ni aucune partie du territoire. »

Les firmans d'investiture des khédives étaient, de plus, portés à la connaissance des puissances européennes. On peut donc dire que l'abandon du Soudan, sans l'assentiment de la Porte, constituait une violation des droits de la Turquie. Fidèle à ses habitudes en pareil cas, la Turquie protesta auprès des puissances — lesquelles, fidèles aussi à leurs habitudes, laissèrent sa protestation sans réponse.

Il nous semble, à nous, que les droits de la Turquie au Soudan étaient encore plus illusoires que dans toute autre partie de l'Empire Ottoman. D'où venaient ses droits ? De son fait ? Non. Méhémet-Ali fit la conquête du Soudan avec ses soldats, avec l'argent de l'Égypte, et sans aucun mandat de la part du Sultan, son souverain. La Turquie ne l'aida ni de son armée, ni de ses deniers, et dans la suite, le Soudan émergea au seul budget de l'Égypte. Le firman du 13 février 1841, dont nous avons cité le titre, accordait donc à Méhémet-Ali qu'on venait de « réintégrer dans le Gouvernement de l'Égypte comprise dans les limites connues » (1) des territoires qui, avant Méhémet-Ali, n'avaient jamais appartenu à la Turquie. En fait, la Sublime Porte accordait à son

1. On a vu, première partie, chapitre 1^{er}, que l'extrême limite au Sud de la « zone d'influence » de l'Égypte, était l'Ile de Say.

Pacha d'Égypte, par une sorte de voie d'appropriation anormale, arbitraire, factice, gratuite, toute sur le papier, des territoires sur lesquels elle n'avait jamais exercé aucune espèce d'autorité. On en vient ainsi à constater que, en droit, le titre de propriété de la Turquie sur le Soudan, découle d'un firman qui se bornait à reconnaître à Méhémet-Ali un pays que ce dernier détenait, parce qu'il l'avait conquis par ses propres moyens, depuis tantôt vingt ans. Bien plus, le firman donnait à Méhémet-Ali le Darfour qu'il n'avait pas conquis. L'Empire ture est fait d'anomalies de ce genre : on comprend qu'il ne résiste pas au choc d'événements inéluctables.

Mais, pour que la Turquie s'alarmât de l'abandon du Soudan par l'Égypte, cet abandon était-il définitif ? Il n'est rien, dans les instructions remises au général Gordon par l'Angleterre et le Gouvernement égyptien, et dans les documents diplomatiques, qui puisse permettre de faire une réponse catégorique à ce sujet. Tout ce que l'on peut, c'est d'essayer d'interpréter la volonté des parties par des mots, des membres de phrase perdus dans ces mêmes documents ; c'est de tirer des déductions de certaines attitudes, de certaines affirmations du Gouvernement britannique, de qui est venue l'idée de l'évacuation du Soudan.

Dans une proclamation adressée à tous les habitants, arabes et autres, du Soudan, le Khédive Tew-

fick disait : « La grande distance qui nous sépare offre certains inconvénients qui ont amené des soulèvements contre notre Gouvernement. Cette rébellion a eu pour unique résultat de grandes pertes d'hommes et d'argent, et a été, pour la terre d'Égypte un très lourd fardeau. Aussi, avons-nous résolu de rendre l'indépendance aux anciennes familles des rois du Soudan. Nous demandons, en conséquence, à ceux qui ont pris les armes, de les déposer, et de constituer, en toute diligence, et en pleine tranquillité, un gouvernement de leur choix, qui assure la prospérité du pays et la sécurité des routes, de façon que les relations commerciales puissent continuer entre nous, ce qui vous donnera la richesse. De la sorte, les liens d'amitié continueront à subsister, comme le commandent les lois de l'humanité. »

Ce texte emphatique est ambigü dans ce qu'il propose aux Soudanais, mais on en peut quand même tirer une conclusion. Si Tewfick notifie aux habitants du Soudan l'évacuation de leur pays et leur demande de constituer un gouvernement de leur choix, c'est parce que des raisons de fait (les soulèvements) le lui conseillent. On ne peut trouver dans cette proclamation une volonté d'abandonner complètement le Soudan. Traduite en langage ordinaire, elle pourrait s'énoncer ainsi : « Jusqu'aujourd'hui, c'est moi qui dirigeais et administrais votre pays. A cause de l'éloignement, je n'ai pu le faire d'une façon heureuse.

Vous vous êtes soulevés : déposez les armes. Je vous laisse libres de choisir votre Gouvernement et je vous accorde l'autonomie sous ma protection. » On a vu dans le firman de nomination du général Gordon que Tewfick lui demandait d'aider à l'établissement « d'un Gouvernement fort ». N'est-ce pas là faire acte d'ingérence, de souveraineté ?

Quant à l'Angleterre si l'on s'en tient aux documents contenus dans la *Correspondence respecting the Egyptian affairs*, et dont nous avons cité les principaux, il est difficile de démêler sa véritable pensée pour ce qui est de la nature de l'abandon du Soudan. Lord Granville, dans une dépêche à Sir Evelyn Baring, après avoir établi le principe de l'évacuation, disait : « Quelques mois seraient nécessaires pour mettre le pays aux mains des petits sultans, lesquels pourraient peut-être former une sorte de confédération. » Cela a trait à l'administration éventuelle du Soudan, mais ne dit rien de son statut politique. C'est à peine si l'on trouve une indication dans les instructions officielles remises par Lord Granville à Gordon : « Vous aurez... à nous rapporter les meilleurs moyens à adopter pour opérer l'évacuation de l'intérieur du Soudan, pour assurer la sécurité et l'administration sous la souveraineté égyptienne, des ports de la côte. » Le Gouvernement anglais faisait donc une distinction quant à l'administration du Soudan. Pour l'intérieur, évacuation

pure et simple ; pour les ports de la côte, maintien de l'administration égyptienne. Cette distinction, on la retrouve dans les instructions données à Lord Wolseley, chef de l'expédition envoyée au secours de Gordon : « Quant au futur Gouvernement du Soudan et particulièrement de Khartoum on voudrait le voir entièrement indépendant de l'Égypte, *en ce qui concerne les questions d'administration intérieure.* » Ne faut-il pas conclure de là que l'évacuation du Soudan était, pour l'Angleterre, une simple mesure administrative, et ne devait, en rien, entamer les droits politiques de l'Égypte sur ce pays, de l'Égypte qu'elle occupait et dont les intérêts lui étaient confiés ?

Ces observations sont subjectives et n'auraient qu'une valeur d'interprétation, si elles n'étaient confirmées par l'attitude du Cabinet de Londres, une fois l'évacuation du Soudan opérée. L'Angleterre a toujours manifesté sa volonté par des actes. Autant il est malaisé de discerner clairement ses intentions dans ses écrits, autant il est facile de voir ce qu'elle veut dans ses actes.

L'évacuation du Soudan était, on l'a vu, une mesure nécessitée par la situation militaire et économique de l'Égypte. Mais il était à craindre que les puissances européennes ne considérassent cette évacuation comme définitive et comme faisant du Soudan, livré à la domination mahdiste, une *res nullius* dont

il était loisible de s'emparer. L'Angleterre voulut-elle prévenir cette éventualité ? Il est permis de la croire, car, comment expliquer autrement que dans les traités qu'elle signa successivement avec l'Allemagne, l'Italie, et l'État Indépendant du Congo, elle ait eu soin de réserver ses droits et les droits de l'Égypte « sur la vallée du Nil ».

Depuis 1884, l'Allemagne, qui s'était ouverte à l'expansion coloniale, cherchait à établir son protectorat en Afrique Orientale, de la côte de Zanguebar jusqu'à la région des Grands Lacs. L'Angleterre visait aussi des régions limitrophes. Après bien des rivalités entre leurs missionnaires et leurs « sociétés de colonisation », les Gouvernements anglais et allemands délimitèrent leurs possessions respectives par la convention du 1^{er} juillet 1890. L'article premier de cette convention déclarait que l'Afrique Orientale Anglaise s'étendait au Nord « jusqu'aux confins de l'Égypte », et, qu'à l'Ouest, elle avait pour limites « l'État Indépendant du Congo et la ligne de faite occidentale du bassin du Haut-Nil ».

Les prétentions allemandes sur le Soudan ainsi écartées, il fallait songer à prévenir l'extension, du côté du Nil, des nouvelles possessions italiennes de l'Érythrée. L'Angleterre signa à cet effet, avec l'Italie, le protocole du 24 mars 1891, repris et complété quelques jours après, par la convention du 15 avril 1891. Cette dernière désigna le 35^e méridien Est de Greenwich

comme la limite extrême que l'Érythrée pouvait atteindre vers l'Ouest. L'article 2 de cette même convention nous intéresse tout particulièrement. Il était ainsi conçu : « Le Gouvernement italien aura la faculté, au cas où il serait obligé de le faire pour les besoins de sa situation militaire, d'occuper Kassala et la contrée attenante jusqu'à l'Atbara... Il est cependant convenu entre les deux Gouvernements que toute occupation militaire temporaire du territoire additionnel spécifié dans cet article, *n'abrogera pas les droits du Gouvernement égyptien sur ledit territoire, mais ces droits demeureront seulement en suspens jusqu'à ce que le Gouvernement égyptien soit en mesure de réoccuper le district en question...* et d'y maintenir l'ordre et la tranquillité (1). »

Par un autre article de cette même convention, le Gouvernement italien s'interdisait de faire, dans ses possessions érythréennes, de grands travaux d'irrigation. Il est facile de saisir le fondement de cette clause : il ne fallait pas, en distrayant les eaux des affluents du Nil, diminuer le pouvoir d'irrigation de ce fleuve, et, par suite, porter au Soudan et à l'Égypte, un préjudice qui pourrait être vital.

La convention du 15 avril 1891 eut pour l'Angleterre deux avantages d'une grande portée politique. En reconnaissant officiellement la situation de l'Italie

1. V. De Martens, *Nouveau recueil général des Traités*.

à l'est du Soudan, le Gouvernement anglais fermait, par le fait même, aux mahdistes, tout débouché sur la Mer Rouge par où ils pussent se fournir en armes et munitions. Ainsi, tant que devait durer la domination mahdiste, les Italiens complétaient l'œuvre de sentinelle des soldats et des marins anglais de la région de Souakim. D'autre part, le nouveau négus d'Abyssinie, Ménélick II, montrait des vellétés de conquête du côté du Nil. Il venait, précisément, de faire parvenir aux grandes puissances européennes, en avril 1891, une circulaire où il exposait nettement ses ambitions sur le Soudan : « En indiquant aujourd'hui les limites actuelles de mon Empire, je tâcherai, si le Bon Dieu veut m'accorder aujourd'hui la vie et la force, de rétablir les anciennes frontières de l'Éthiopie, jusqu'à Khartoum et jusqu'au lac Nyanza avec tous les pays gallas. » Et il ajoutait : « Je n'ai point l'intention d'être spectateur indifférent, si les puissances lointaines se présentent avec l'idée de se partager l'Afrique, l'Éthiopie ayant été pendant plus de quatorze siècles une île des chrétiens au milieu de la mer des païens (1). »

Pour l'Angleterre, il était donc politique, au premier chef, en aidant l'Italie à se consolider dans ses possessions aux flancs de l'Abyssinie, de la mettre

1. Cité par Robert de Caix « Fachoda. *La France et l'Angleterre* », André, éditeur, Paris, p. 65.

en travers des ambitions de cette dernière. Ménélick, occupé avec les Italiens, ne pouvait être une menace sérieuse pour le Soudan. On sait que l'événement ne devait pas tarder à le prouver.

Par les traités avec l'Allemagne et l'Italie, le Soudan était diplomatiquement emmuré au sud et à l'est. A l'ouest s'étendait, plus infranchissable que n'importe quelle barrière conventionnelle, le désert du Sahara. Mais un danger était à craindre au sud-ouest de la part de l'État du Congo. Il y avait là, par les nombreux affluents du Congo et du Nil, une voie d'accès naturelle aux régions du Haut-Nil. Le danger était d'autant plus à craindre que les visées belges dans ce sens avaient déjà reçu un commencement d'exécution par plusieurs expéditions au cours desquelles le drapeau bleu à étoile d'or avait été planté à Doufilé, sur le Nil, dans l'Équatoria. Des expéditions françaises pouvaient suivre le même chemin. L'Angleterre para le coup en signant, avec l'État Indépendant du Congo, le traité connu sous le nom de « Convention Anglo-Congolaise du 12 avril 1894 » (1).

Cet accord, pour ce qui est des provinces soudanaises, contenait une clause importante. Après avoir reconnu « la sphère d'influence britannique telle qu'elle est délimitée dans l'arrangement anglo-alle-

1. *Archives diplomatiques*, 1894, p. 176 à 179.

mand du 1^{er} juillet 1890 », il stipulait que les territoires du bassin ouest du Nil, allant du lac Albert jusqu'au 10° degré de latitude nord, c'est-à-dire jusqu'à un peu au delà de Fachoda, étaient cédés à l'État du Congo. Mais une distinction était faite dans cette cession. Le pays à l'ouest du 30° degré méridien est de Greenwich était cédé au Congo pour un bail qui devait durer « aussi longtemps que les territoires du Congo resteront, comme État Indépendant ou comme Colonie belge, sous la souveraineté de Léopold II ou de ses successeurs ». Quant au pays à l'est du 30° degré méridien est de Greenwich, et qui a formé ce qu'on a appelé depuis « l'enclave du Lado », il n'était cédé à bail à l'État du Congo que pour la durée du règne de Léopold II (1).

1. A propos d'une autre cession de ce même accord, il convient d'ouvrir ici une parenthèse. L'État du Congo donnait à bail à l'Angleterre, pour une durée indéterminée, une bande de terrain de 25 kilomètres de large, entre la pointe sud du lac Albert-Edouard et la pointe nord du lac Tanganyka. En France, surtout dans la presse, on a profité de cette clause pour prétendre que l'Angleterre cherchait à réaliser son rêve d'une ligne de chemin de fer allant du Cap au Caire. On a ainsi voulu mêler la politique à une question que des considérations d'ordre économique devraient suffire pour écarter. Un chemin de fer du Cap au Caire est une utopie. Pour prendre ce projet au sérieux, il faut ignorer les conditions géographiques du Centre Africain. La région du Haut-Nil, sur un parcours immense, est marécageuse. La région des Grands-Lacs, marécageuse aussi, est, en plus, largement dotée de très hautes montagnes. Mais supposons, un instant, qu'au prix de sommes et d'efforts incalculables, ces obstacles naturels soient

Pour ménager les susceptibilités des puissances intéressées aux pays qui avaient fait l'objet de la convention du 12 mai 1894, l'Angleterre et l'État du Congo avaient ajouté une annexe ainsi conçue : « Les signataires n'ignorent pas les prétentions de l'Égypte et de la Turquie dans le bassin du Haut-Nil. »

Malgré cette précaution, pour la France un peu à cause de cette précaution, à la nouvelle de l'accord Anglo-Congolais, de vives protestations s'élevèrent en Allemagne et en France. L'Allemagne obtint la suppression pure et simple de la clause par laquelle l'Angleterre obtenait une bande de terrain de 25 kilomètres de large, s'étendant de la pointe sud du lac Albert-Édouard à la pointe nord du lac Tanganyka. Quant à la France, elle s'en prit uniquement à l'État

surmontés, et que la ligne Cap-Caire soit établie. Quel profit en tirerait l'Angleterre? Aucune économie d'aucune sorte. En effet, sa poste, ses marchandises, pour parvenir au Cap, devraient, après un parcours compliqué, subir un premier transbordement à Alexandrie, un deuxième à Luxor pour y prendre la voie étroite, un troisième à Assouan-Shellal pour prendre la voie fluviale, et un quatrième à Wadi-Halfa pour aller, par le chemin de fer, cette fois jusqu'au Cap. Tout cela, de préférence à la voie de l'Atlantique, directe de Londres au Cap, et plus courte? Que l'Angleterre ait intérêt à avoir du Cap au Caire une ligne de colonies ininterrompue, c'est l'évidence même et nul doute que ce fût à cela que se réduisit l'ambition de Cécil Rhodes lorsqu'il lança la fameuse formule : « Cap-Caire ». Mais, en vérité, la réalisation d'une ligne ferrée Cap-Caire ne donnerait à la Grande-Bretagne qu'une satisfaction analogue à celle du forain qui a soulevé un grand poids.

du Congo, et M. Hanotaux, ministre des Affaires Étrangères, dans un discours d'un ton quelque peu comminatoire, prononcé à la Chambre des Députés, le 7 juin 1894, annonça le prochain départ d'une mission française dans le Haut-Oubanghi, chargée, disait-il, « d'assurer la défense et le maintien de nos droits ». Pour la France, l'accord du 12 mai violait les droits que le traité de Berlin, constitutif de l'État Indépendant du Congo, lui avait reconnus, ainsi que ceux qui lui étaient acquis par le Protocole Franco-Congolais du 29 avril 1887. D'après ce dernier traité, les régions où les cours du Haut-Oubanghi et du Bahr-El-Ghazal se confondent, étaient dans la zone d'influence française.

Admit-il le bien-fondé des réclamations du Gouvernement français, ou céda-t-il à ses menaces, toujours est-il que l'État Indépendant du Congo signa avec la France la convention du 14 août 1894 qui remettait les choses en l'état où elles étaient avant l'accord Anglo-Congolais du 12 mai : la France reprenait ses droits sur le Haut-Oubanghi et se faisait accorder un vague accès au Haut-Nil. Le seul bénéfice que retirait l'État du Congo de son traité avec l'Angleterre, c'était de conserver le bail, viager à Léopold II, concernant « l'enclave du Lado ». A la mort de Léopold, l'enclave fut enlevée à la Belgique et la remise en fut faite au mois de juin 1910 au Gouvernement du Soudan, en même temps que les

bâtiments, les approvisionnements et autres objets matériels dont la valeur fut estimée par des fonctionnaires des deux Gouvernements. Le montant fut payé par le Gouvernement du Soudan à la Colonie belge (1).

De l'analyse que nous avons faite des instructions des Gouvernements anglais et égyptien pour l'évacuation du Soudan, des traités signés par l'Angleterre avec l'Allemagne, l'Italie et l'État Indépendant du Congo, il résulte que l'abandon du Soudan n'était pas définitif. L'Égypte conservait sur ce pays un droit de « domaine éminent » que l'Angleterre se réservait de le lui faire exercer d'une façon effective le moment venu. La politique britannique sur le Nil « était faite d'expectative et de mesures diplomatiques conservatoires (2) ». Mais, si prévoyant que fût le Cabinet de Londres, ces mesures se trouvèrent être incomplètes. Le traité Franco-Congolais du 14 août 1894, en annihilant, dans ses dispositions principales, la convention Anglo-Congolaise du 12 mai, remettait les choses dans leur état antérieur. Dès 1894, des prétentions s'élevèrent en France pour un accès au Nil. On parlait, les uns ouvertement, les autres à mots couverts, d'une mission dans le Haut-

1. Cf. *Bull. du Comité de l'Afrique Française*, 1910, p. 72, et la *Sudan Gazette* du 10 août 1910.

2. Robert de Caix, *op. cit.*, p. 79.

Oubanghi et le Bahr-el-Ghazal. Au mois de février 1895, un député, M. Deloncle, dans un discours à la Chambre, alla jusqu'à prononcer contre l'Angleterre des paroles hostiles. Il parla de « gages à prendre » au Soudan. Les Anglais, qui étaient déjà sur leurs gardes, s'en émurent. Les traités n'avaient pas suffi pour indiquer les intentions britanniques sur le Nil. Il fallait donc s'expliquer plus clairement et exposer, d'une façon précise, la situation. Invité par Sir Ellis Ashmead Bartlett, membre influent de la Chambre des Communes, c'est ce que fit Sir Edward Grey, secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, dans sa fameuse déclaration du 28 mars 1895. Il importe d'en citer le passage principal, car il constitue une prise d'attitude définitive de l'Angleterre à l'égard du Soudan.

« Les arrangements que nous avons conclus ne sont ignorés de personne depuis cinq ans, et, bien qu'aucun d'eux ne soit formellement reconnu, sauf par les deux puissances contractantes directement intéressées, ils sont cependant bien connus des autres puissances qui, depuis cinq ans, ne les ont pas contestés.

« J'arrive à la question de nos revendications (*claims*) en ce qui concerne l'Égypte. L'Angleterre occupe une situation spéciale de tuteur à l'égard de la défense des intérêts de l'Égypte ; les revendications de l'Égypte ont été, non seulement admises par

nous, mais elles ont été aussi admises également et hautement affirmées (*emphasized*) dernièrement par le Gouvernement français. J'ai dit l'autre jour que, par suite des revendications de l'Égypte dans la vallée du Nil, *les sphères d'influence britannique et égyptienne couvrent tout le cours (waterwar) du Nil*. Cette manière de voir découle logiquement des événements de ces dernières années, et notamment de ceux qui sont parvenus à la connaissance du monde entier depuis deux ans.

« On me demande si, oui ou non, une expédition française se dirige de l'ouest de l'Afrique vers la vallée du Nil, en vue de pénétrer jusqu'à la rive gauche de ce fleuve. Je demanderai à la Chambre de ne prêter qu'à bon escient créance aux rumeurs qui se répandent sur les mouvements des expéditions en Afrique...

« Des rumeurs ont été répandues avec plus ou moins d'authenticité en ce qui concerne les mouvements des expéditions dans les différentes parties de l'Afrique ; mais, au *Foreign Office*, nous n'avons aucune raison de supposer qu'une expédition française ait reçu des instructions pour essayer d'atteindre la vallée du Nil. J'irai plus loin : je dirai que, en raison de nos revendications, fondées sur les arrangements que nous avons passés et en raison aussi des revendications de l'Égypte dans la vallée du Nil, et que, étant donné enfin que ces revendications et les vues

du Gouvernement à ce sujet sont pleinement et clairement connues du Gouvernement français, je ne crois pas possible que ces rumeurs méritent créance parce que la marche en avant d'une expédition française, munie d'instructions secrètes, et se dirigeant de l'Afrique occidentale vers un territoire sur lequel nos droits sont connus depuis si longtemps, ne serait pas simplement un acte inconséquent et inattendu ; le Gouvernement français doit savoir parfaitement bien que ce serait un acte inamical (*unfriendly*) et qu'il serait considéré comme tel par l'Angleterre. » (*Très bien ! Très bien !*)

C'est donc derrière l'Égypte, sa pupille, que se retranchait l'Angleterre pour revendiquer le Soudan. En 1895, il y avait plus de treize ans que l'Angleterre occupait l'Égypte ; elle y avait fait des sacrifices en hommes et en argent. Elle s'y était créé une situation de fait telle qu'elle lui permettait de soutenir les droits de l'Égypte. Elle avait contribué à la tentative de répression du Mahdisme. Si elle avait revendiqué le Soudan en son nom propre, sa revendication eût été nulle et non avenue en droit. Mais, en réclamant le Soudan pour l'Égypte, thèse qu'avaient déjà implicitement reconnue plusieurs puissances, elle se plaçait sur un excellent terrain juridique. L'Égypte pouvait facilement démontrer que le Soudan était toujours sa propriété, que l'évacuation n'en avait pas fait une *res nullius*. Si elle avait retiré ses soldats

et fonctionnaires du Haut-Nil, c'était pour des raisons économiques et militaires qui la regardaient exclusivement. Le Mahdisme était toujours pour elle un état de révolte, donc, un état essentiellement transitoire. Elle était maîtresse de réprimer la révolte quand elle le pourrait et quand bon lui semblerait. Mais elle ne pouvait admettre qu'une puissance européenne, autre que l'Angleterre, *installée en Égypte*, vint prendre, à des révoltés contre son autorité à elle, un territoire qui lui appartenait. Un pays occupé par une domination révolutionnaire non reconnue par personne, ne peut être considéré comme définitivement soustrait à la puissance qui l'occupait avant la révolution. En un mot, le Soudan n'était pas une *res nullius* susceptible d'appropriation pour le premier occupant.

Si l'Angleterre avait soutenu cette thèse d'une façon intégrale et suivie, elle eût été inattaquable en droit. Mais, malheureusement pour elle, il y avait une tache noire dans son argumentation. Si le Soudan appartenait toujours à l'Égypte, comment en avait-elle distrait certaines parties au profit de l'Italie et de l'État Indépendant du Congo ? Était-elle, en cela, dûment autorisée par l'Égypte, la principale intéressée ? Rien ne l'a prouvé. La rédaction même des traités prouvait le contraire. Dans celui du 12 mai, on avait dit, dans une simple annexe : « les signataires n'ignorent pas les prétentions de

l'Égypte et de la Turquie dans le bassin du Haut-Nil », ce qui revenait à dire : « ils ne l'ignorent pas... et ils passent outre. »

S'il est nécessaire de relever cette inconséquence grave dans la politique anglaise, par contre, il est souverainement injuste, comme quelques auteurs l'ont fait, de reprocher à l'Angleterre un manque de bonne foi dans son attitude dans la question du Soudan. En insistant sur ce point, nous vidons, par le fait même, dans une certaine mesure, la question de Fachoda. La politique n'est pas un art abstrait, aux lois rigides. Il est incontestable qu'elle doit se soumettre aux règles du droit des gens, mais force lui est de s'y soumettre dans la mesure où les événements le permettent. De même que pour les individus, il est des circonstances atténuantes pour la politique, et une saine critique juridique ne saurait les méconnaître dans l'examen d'un problème aussi délicat que celui du Soudan. « Dans la politique internationale surtout, où le légitime souci de l'intérêt patriotique peut si facilement aveugler les meilleurs esprits et les plus nobles, tout pouvoir qui n'a pas de pondérateur tombe fatalement dans l'abus. Dans son succès sans résistance, il trouve une justification de sa marche continue qui l'éloigne de plus en plus des règles de droit et de justice dont il s'inspirait très sincèrement au début, et qui s'effacent peu à peu à ses yeux pour ne plus

« laisser apparaître que des principes nouveaux, « sincèrement invoqués aussi et résultant de la situation de fait conquise en dernier lieu (1). »

Quoi qu'il en soit, la déclaration Grey, surtout par ce qu'elle avait de catégorique dans la forme, provoqua en France un certain émoi.

Pour calmer les inquiétudes et en réponse à la déclaration Grey, le ministre des Affaires étrangères, M. Hanotaux, prononça au Sénat, le 5 avril 1895, un important discours où d'avance, se trouvait développée la thèse française dans les discussions qui suivirent l'occupation de Fachoda par la colonne Marchand.

Après avoir établi que le Soudan était une région sur laquelle n'existait « aucun pouvoir relevant à un titre quelconque d'une autorité européenne », que c'était « le pays du Mahdi », le ministre disait : « Les droits du Sultan et du Khédive, seuls, planent encore sur ces régions du Soudan et de l'Afrique Équatoriale. » En cela, il confirmait, en partie, ce qu'avait dit son collègue anglais, et il était aussi sur un excellent terrain juridique. Mais, tout de suite après, M. Hanotaux soutenait une thèse qui, à notre sens, est des plus discutables. Il disait : le traité Anglo-Allemand de 1890 qui reconnaissait à l'Angleterre une sphère

1. F. Despagne. Convention Anglo-Egyptienne du 19 janvier 1899, *Revue Générale de droit international public*, 1899, p. 175, Tome VI.

d'influence qui va des sources du Nil « jusqu'aux confins de l'Égypte » est une *res inter alios acta*. Et il ajoutait : « Or, en ce qui concernait ces États (du Sultan de Zanzibar réglés par le même traité) les droits de la France étaient lésés directement. Elle protesta, et après une discussion entre les deux Gouvernements, un accord sur ce point spécial intervint à la date du 5 août 1890.

« Mais la France n'avait pas à discuter les articles de la convention Anglo-Allemande qui se rapportaient à d'autres parties de l'Afrique. Par le fait qu'elle donnait uniquement son adhésion à certains articles, elle réservait son assentiment en ce qui concernait les autres. »

Il nous semble que ce raisonnement pêche par la base. La règle *res inter alios acta* ne saurait être appliquée, en droit international, avec la même rigueur qu'en droit privé. Il est certain que, strictement parlant, « un traité ne peut pas lier un État qui n'y est « pas intervenu » (1). Il est certain aussi que, pour obliger un État tiers, un traité doit être reconnu par ce dernier. Mais la question est de savoir sous quelle forme interviendra cette reconnaissance. En dehors de « l'adhésion » et de « l'accession » peut-il y avoir une reconnaissance tacite ? Il semble que oui.

1. H. Bonfils et Paul Fauchille. *Manuel de droit international public*, 6^e éd., 1912, p. 541.

Un traité conclu entre deux États est valable entre eux et produit immédiatement ses effets. Mais les conditions mêmes de la vie entre nations font que ce traité peut porter atteinte aux droits d'un État qui n'y est pas intervenu. Dans ce cas, cet État, qui n'a pas reçu notification du traité, dont l'application serait nuisible à ses intérêts, fera, par la voie diplomatique, des observations et négociera en ce qui le concerne. Le traité, remanié en quelques points, reprendra sa valeur et sera, alors, opposable dans son intégralité à l'État tiers qui ne l'avait pas sanctionné par une reconnaissance formelle.

Pour ce qui est du traité Anglo-Allemand de 1890, l'Angleterre pouvait donc renverser le raisonnement de M. Hanotaux et dire : Par le fait que la France a obtenu satisfaction pour certains articles qui la lésaient, nous concluons que, pour les autres articles qui ne la lèsent pas, son assentiment nous est tacitement acquis.

La règle *res inter alios acta* est, en droit international, une question d'espèce. Il est des cas où elle doit recevoir une pleine application et d'autres où la logique même veut qu'on l'interprète largement. Il convient de ne pas attribuer à la notification des traités une importance autre que celle due à une condition de forme. Les faits ont prouvé que lorsqu'un traité lèse les droits d'un tiers, ce tiers savait manifester son improbation. Si on n'admettait pas la re-

connaissance tacite des traités au bout d'un certain temps, les relations entre États seraient souvent sous la menace d'une brusque rupture. M. Hanotaux, en déduisant que la France avait réservé son assentiment « en ce qui concernait les articles de l'accord Anglo-Allemand auxquels elle n'avait pas adhéré », ne s'apercevait pas qu'il faisait gratuitement preuve pour son pays, ou d'un manque de vigilance, ou d'une incapacité à changer la face des choses.

M. Hanotaux avait achevé son discours en disant : « Quand l'heure sera venue de fixer les destinées définitives de ces contrées lointaines, je suis de ceux qui pensent qu'en assurant le respect des droits du Sultan et du Khédive, en réservant à chacun ce qui lui appartiendra selon ses œuvres, deux grandes nations sauront trouver les formules propres à concilier leurs intérêts et à satisfaire leurs communes aspirations vers la civilisation et le progrès (1). »

Cela était clair : la France avait des visées sur les territoires soudanais. Les bruits d'une expédition française vers le Haut-Nil n'étaient donc pas controuvés.

Les paroles du Ministre français produisirent en Angleterre leur effet naturel : éveiller les soupçons et consolider le Gouvernement britannique dans sa

1. V. *Journal Officiel*, 1895. Débats parlementaires, Sénat, séance du 5 avril 1895, p. 388 et suiv.

résolution de réoccuper le Soudan avec le concours de l'Égypte. Désormais, cela n'était plus qu'une question d'opportunité.

Les troupes égyptiennes, entraînées par des officiers anglais, étaient préparées à la lutte. Le Mahdisme, affaibli par l'anarchie, les massacres, les famines, l'état de délabrement du pays, contribuait à rapprocher le moment où la reprise du Soudan serait décidée. Sur ces entrefaites, la guerre qui avait éclaté entre l'Italie et l'Abyssinie semblait tourner au désavantage de la première. Le désastre italien de L'Adoua, survenu le 1^{er} mars 1896, vint mettre le comble aux inquiétudes anglaises. Rien n'empêchait plus Ménélick victorieux de mettre à exécution les projets de conquête du Soudan dont il avait parlé dans sa circulaire d'avril 1894 aux puissances. Le moment d'agir était venu.

Sir Herbert Kitchener, nommé Sirdar des armées anglo-égyptiennes, reçut du Cabinet de Londres, dans la journée du 13 mars 1896, l'ordre de se porter à la frontière soudanaise et d'y concentrer ses troupes. La concentration était terminée au mois de mai et la campagne commençait immédiatement.

La réoccupation du Soudan se fit en trois étapes, marquées de trois noms : Dongola, Atbara et Omdurman.

La campagne de Dongola se fit sans incidents notables. A part les rencontres sans importance d'Akas-

cheh et de Firket, et le bombardement que les canonniers anglaises dirigèrent contre des travaux de défense que les Derviches avaient élevés à Kerma, on peut dire que la conquête du Dongola se fit d'une manière pacifique. Mais le Sirdar Kitchener, s'il n'y montra pas encore ses talents militaires, y fit preuve de rares qualités d'ingénieur et d'organisateur. C'est par ses soins que se fit cette œuvre surprenante d'un chemin de fer de près de 400 kilomètres construit en plein désert, de Wadi-Halfa à Abou-Hamad, sans préjudice pour le chemin de fer qui remontait le cours du Nil de Wadi-Halfa à Kerma.

La campagne fut reprise au mois de mai 1897. Les Anglo-Égyptiens, en avançant vers le Sud le long du Nil, poursuivaient la construction du chemin de fer qui, dans le plan du Sirdar, devait aboutir à Khartoum. Le 24 décembre, conformément aux stipulations du traité de 1894, les Italiens remettaient la place de Kassala à l'Égypte.

Le 18 mars 1898, les Anglo-Égyptiens étaient renforcés d'une brigade anglaise de 4 bataillons. Le Sirdar, estimant alors qu'il avait sous ses ordres un nombre suffisant d'hommes, offrit la lutte aux Mahdistes de l'émir Mahmoud qui venaient à sa rencontre. Le choc eut lieu non loin du confluent de l'Atbara et du Nil, le 8 avril. Les Mahdistes furent écrasés. Ils eurent 3.000 morts et 2.000 prisonniers, dont l'émir Mahmoud.

L'Atbara, deuxième objectif de la campagne du Soudan, était atteint. Il ne restait plus qu'à porter le coup suprême au Mahdisme, dans sa capitale, à Omdurman. Mais il était à craindre que le Khalife Abdullah y fût fortement retranché avec tous ses partisans. Aussi, Kitchener demande-t-il des renforts. Quand il les reçut, il se trouva à la tête d'environ 28.000 hommes.

A l'aide de sa flottille, il fit traverser le Nil à son armée, la passa en revue, et, le 24 août, ordonna la marche en avant. Le 2 septembre 1898, à l'aube, en vue d'Omdurman, une bataille, unique en son genre, s'engage avec les Mahdistes. Ces derniers se jettent sur les Anglo-Égyptiens avec une rage folle, aveugle, et en poussant des cris de sauvages. Les décharges des fusils et des maxims les couchent à terre par milliers. C'est, positivement, une ruée à la mort. A midi, la bataille est terminée. Plus de 10.000 cadavres de Derviches jonchent le sol. Les Anglo-Égyptiens font leur entrée solennelle à Omdurman.

*
* *

Par la victoire d'Omdurman, les Anglo-Égyptiens avaient atteint le Mahdisme au cœur. Il ne restait plus que le coup de grâce à lui donner.

Le Khalife Abdullah avait réussi à échapper au désastre du 2 septembre, et, avec ce qui lui restait de

fidèles, s'était réfugié dans le Kordofan. Pendant un an, on n'entendit pas parler de lui. Au commencement de novembre 1899, on annonça sa présence avec près de 10.000 partisans, dans les environs de l'île d'Abba, berceau du Mahdisme. Espérait-il reprendre, par quelques victoires, son autorité auprès des populations soudanaises ? Croyait-il le moment opportun pour tenter une attaque contre les Anglo-Égyptiens ? Quoi qu'il en soit, après le désastre et l'épouvantable hécatombe que ses yeux avaient vus à Omdurman, sa nouvelle tentative, avec les faibles moyens dont il disposait, dénotait chez lui un entêtement et une hardiesse véritablement extraordinaires. Son avant-garde, sous les ordres de l'émir Ahmed-Fadhil, s'étant fait battre à Abou-Aadel le 22 novembre, vint le rejoindre. Deux jours après, le 24 novembre 1899, toutes ses forces réunies, il se rencontra, à Om-Dibrikat, avec l'armée Anglo-Égyptienne. Les Derviches se battirent avec le courage du désespoir. Mais, comme à Omdurman, ils succombèrent sous la puissance et la précision du tir des Anglo-Égyptiens commandés par le colonel Réginald Wingate. Leur débâcle était complète. Le Khalife fut trouvé mort au milieu de ses derniers émirs criblés de balles comme lui. Ce coup-ci, le Mahdisme avait vécu.

On peut dire que, en droit et en fait, la question du Soudan se présentait sous un aspect très simple et très naturel : Les Égyptiens, puissamment aidés

des Anglais, leurs collaborateurs en Égypte, se retrouvaient dans leurs « provinces soudanaises » d'où une « révolte » les avait tenus éloignés pendant près de quinze ans.

... Mais quelqu'un devait troubler la fête.

CHAPITRE II

La « Question de Fachoda » (1).

« Malgré l'éclat de la victoire d'Omdurman, chacun avait conscience, en France et en Angleterre, qu'elle ne terminait pas l'œuvre du Sirdar, mais, au contraire, qu'elle en ouvrait la partie la plus intéressante : la revendication, sur le terrain même, par les Anglais, des pays du Haut-Nil où l'on soupçonnait la présence de forces françaises et éthiopiennes (2). »

Quelques jours après la bataille d'Omdurman, le Sirdar, qui venait d'être nommé « Lord Kitchener of Khartoum », apprenait par des Mahdistes qui descendaient le Nil sur un vapeur criblé de balles, que des « blancs » bien armés les avaient attaqués à Fachoda. La description qu'ils firent de ces « enne-

1. Que nous envisageons ici au seul point de vue juridique. Au point de vue historique, v. Bourdarie « Fachoda, *La Mission Marchand* » ; André Lebon, *La Mission Marchand*, et surtout les récits des membres de la mission ; lieut.-col. Baratier, *A travers l'Afrique*, Dr. Emily, *Journal de route*, etc.

2. R. de Caix, *op. cit.*, p. 246.

mis » ne laissait aucun doute : c'étaient des Français.

Le 10 septembre 1898, le Sirdar quittait Omdurman pour le Sud, emmenant avec lui cinq canonnières, deux bataillons soudanais, une compagnie de « hihghlanders », une batterie égyptienne, et, le 19, arrivait à Fachoda (1).

Le capitaine Marchand s'y trouvait avec 120 Sénégalais et 8 officiers (2). Le drapeau français flottait sur le fortin de Fachoda depuis le 10 juillet 1898. Une entrevue eut lieu, entre le Sirdar et Marchand, où chacun prétendit occuper la place au nom de son Gouvernement. Lord Kitchener déclara en plus « que la présence à Fachoda et dans la vallée du Nil d'une troupe française, était regardée comme une violation directe des droits de l'Égypte et de la Grande-Bretagne » (3).

« La rencontre des deux hommes est le combat de deux craintes : c'est par la crainte de la défaite immédiate que Kitchener peut manœuvrer Marchand ; c'est par la crainte d'une guerre nationale que Marchand peut contenir Kitchener (4). » La partie à jouer était trop grave pour qu'un conflit en surgît : aussi,

1. Lieut.-col. Count Gleichen, *The Anglo-Egyptian Sudan*, London, 1905, t. 1, p. 266.

2. R. de Caix, *op. cit.*, p. 248.

3. Dépêche du Sirdar à son Gouvernement.

4. Étienne Lamy, le *Journal de route* du Dr Émily, *Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1912.

c'est la solution la plus sage qui prévalut. Les drapeaux anglais et égyptien furent hissés à environ 500 mètres du pavillon français, en attendant que Marchand reçût des instructions nouvelles de son Gouvernement.

Les pourparlers entre les Cabinets de Londres et de Paris furent épineux. Fachoda avait, d'un côté et de l'autre de la Manche, surexcité l'opinion publique. Un moment, les thèses s'opposèrent de façon à faire craindre les pires conséquences. Enfin, le 6 novembre 1898, l'Agence Havas publiait la note officielle suivante : « Le Gouvernement a résolu de ne pas maintenir à Fachoda la mission Marchand. Cette décision a été prise par le Conseil des ministres après un examen approfondi de la question. »

Le recul des temps permet de constater que l'affaire de Fachoda a été démesurément grossie. De part et d'autre, on mêla l'honneur national là où il n'avait que faire (1). Dans les relations entre la France et l'Angleterre, Fachoda n'est plus qu'un fâcheux souvenir. En ramenant l'incident à ses proportions exactes, on peut aujourd'hui, en toute liberté d'esprit, en dégager la conclusion juridique.

Comment la question de Fachoda se présenta-t-elle en droit ? De la façon la plus malencontreuse. C'est

1. V. à ce sujet le livre de M. Hanotaux, *Le partage de l'Afrique. Fachoda*, Flammarion, éd. Paris 1910.

le 25 juin 1896, que le capitaine Marchand quitta la France pour le Congo. Il était le chef d'une mission « Congo-Nil ». En effet, le 24 février de la même année, il avait reçu de M. Guieysse, ministre des Colonies, des instructions où il était dit : «... Étendre l'influence française jusqu'au Nil... ; atteindre le Nil Blanc à Fachoda (2). »

En envoyant une mission qui avait pour objectif Fachoda, la France se jugeait et ne pouvait plus invoquer les droits du Khédive sur le Soudan. Elle tombait dans une impasse. Tout au plus pouvait-elle rappeler à l'Angleterre sa facilité à disposer des territoires soudanais de sa pupille. Mais c'est là un argument de fait auquel, au surplus, les Anglais pouvaient répondre en disant que les cessions faites dans les traités Anglo-Italien et Anglo-Congolais n'étaient que temporaires et que les droits de l'Égypte avaient toujours été réservés. En droit, il n'y avait qu'une argumentation possible : du moment que la France avait solennellement reconnu que le Soudan appartenait, malgré l'évacuation, à l'Égypte, la logique lui imposait de ne diriger aucune expédition sur le Haut-Nil. Dans la multitude des discussions qui surgirent en France à propos de Fachoda, M. R. de Caix a été un des rares à dégager la note juste : « A moins d'avoir foi dans la chimère d'une prompte évacuation de

1. Cité par J. Cocheris, *op. cit.*, p. 488.

l'Égypte, proclamer les droits de ce pays (sur le Soudan), s'en faire... une barrière, c'était fournir des arguments et réserver l'avenir pour la politique anglaise (1). »

Aussi, le Cabinet de Londres et l'opinion publique en Angleterre, ne se firent-ils pas faute d'invoquer l'argument que la France leur fournissait. Lord Lansdowne le rappela dans un discours public : « La diplomatie française a toujours soutenu que l'Égypte conservait ses droits sur les territoires que l'Égypte avait abandonnés (2). »

Mais la question de Fachoda se présentait, dans la réalité, d'une façon encore plus malencontreuse. M. d'Estournelles dit à la Chambre : « On ne peut prétendre que l'affaire de Fachoda n'est qu'un accident fortuit, isolé ; c'est au contraire un aboutissement. » Rien de plus exact. C'était l'aboutissement des protestations françaises, jusque-là vaines, contre l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre. Il s'agissait, comme on l'a souvent dit, de rouvrir sur le terrain la question d'Égypte. Lorsqu'on pense aux moyens dont disposait la mission Marchand, à son insignifiance numérique ; lorsqu'on se reporte à la situation de fait prépondérante acquise par l'Angleterre en Égypte, à ses prétentions nettement manifestées sur

1. R. de Caix, *op. cit.*, p. 126.

2. *Le Temps*, 17 novembre 1898.

le Haut-Nil ; lorsque, d'autre part, on considère l'intérêt vital qu'a l'Égypte à ce que, d'un bout à l'autre, le Nil soit sous sa domination, on ne peut s'empêcher de reconnaître que cette manière de rouvrir une question aussi importante que celle de l'Égypte, était, pour une grande nation comme la France, une faute lourde. « Nous étions sûrs de rencontrer (sur le Nil) après tant de traités conclus par les Anglais, après la déclaration Grey et la mise en marche des troupes égyptiennes, une Angleterre absolument résolue à tout (1). »

La question d'Égypte ne nous intéresse qu'autant qu'elle est liée à celle du Soudan, et, pour envisager utilement cette dernière, il importe de ne pas perdre de vue un seul instant que c'est en territoire soudanais que le Nil se forme, et coule sur plus de 2.000 kilomètres. C'est un lieu commun que de développer l'importance du Nil pour l'Égypte. Tout ce qu'on pourrait dire à ce sujet se résume dans la parole d'Hérodote : « L'Égypte est un présent du Nil. » Cela étant, conçoit-on qu'une puissance autre que celle qui occupe l'Égypte — si efficacement dans l'intérêt de tous — pût s'installer dans le Haut-Nil ? On a dit que la déviation du cours du Nil par une volonté humaine était une chimère (2). Il n'en est

1. R. de Caix, *op. cit.*

2. Communication faite à l'Institut Egyptien, par M. Prompt, Imprim. Nation. Le Caire, 1893.

pas moins vrai, comme l'écrivait dès 1892 Lord A. Milner, dans son livre *England in Egypt* que « la régulière distribution de l'eau du Nil, qui n'est pas pour l'Égypte une simple question de convenance, mais une question d'existence, ne cesse de courir des risques tant que le cours supérieur n'est pas sous le contrôle égyptien » (1).

Ces sont ces considérations plus encore que ses propres affirmations antérieures sur les droits de l'Égypte sur le Soudan, que la France perdait de vue en voyant une expédition dans le Haut-Nil.

On a parlé, à Londres et à Paris, de « droit de conquête » : c'est un argument de diplomates aux abois. Juridiquement, si le Soudan n'avait pas cessé de faire partie de l'Égypte, l'expédition commandée par le général Kitchener ne pouvait être considérée comme une conquête : on ne conquiert pas ce qu'on n'a pas perdu. C'est seulement l'envergure des opérations militaires qui aboutirent à Omdurman qui a pu permettre d'assimiler, en fait, la campagne du Soudan à une conquête. Quant à l'expédition commandée par le capitaine Marchand, il est certain qu'elle ne pouvait non plus donner lieu à une conquête : on ne conquiert pas et on n'occupe pas en droit, effectivement, avec les moyens dont disposait la colonne Marchand, des territoires immenses

1. Sir A. Milner. *England in Egypt*. Trad. franç. de M. Mazuc.

comme ceux qui s'étendent du Haut-Oubanghi au Nil.

De la « Question de Fachoda » il y a trois conclusions à tirer. L'une, juridique. Il nous appartient de la formuler : les prétentions de la France dans le Haut-Nil étaient insoutenables.

L'autre, pratique, nous la trouvons chez un des plus éminents africanisants Français : « La mission Marchand devait ne pas partir — ce qui eût été plus sage, — ou bien alors, être la préoccupation unique, constante, en vue de laquelle auraient été coordonnés tous les efforts de notre politique extérieure (1).

La dernière enfin, d'ordre sentimental. Il nous plaît de la trouver doublement exprimée par deux Anglais : « Il est impossible de ne pas éprouver la plus vive admiration pour le courage, le dévouement et l'énergie indomptables déployés par l'expédition Marchand » (Dépêche de Lord Kitchener à son Gouvernement). « L'expédition Marchand est une des plus merveilleuses et des plus remarquables dans l'histoire des explorations africaines » (Discours de M. Chamberlain au Communes, le 17 novembre 1898).

1. R. de Caix, *op. cit.*, p. 282.

CHAPITRE III

Le traité du 19 janvier 1899 et l'occupation Anglo-Égyptienne

Après la bataille d'Omdurman, le Mahdisme était virtuellement détruit et le Soudan incorporé, en fait, à l'Égypte. Il ne restait plus qu'à pourvoir au régime politique et à l'administration du pays.

La solution qui devait intervenir était, en quelque sorte, commandée par la situation. Dès le début de l'expédition du Soudan, l'Angleterre avait avancé à l'Égypte, pour frais de campagne, et à fonds perdu, une somme d'environ 800.000 liv. st. Les journaux anglais ne manquèrent pas d'observer que c'était là, pour l'Angleterre « une hypothèque prise sur le Soudan ». La campagne de 1896-1898 se fit donc, en partie, avec des fonds anglais, des soldats anglais, un chef anglais, et des officiers anglais. D'autre part, l'Égypte, d'une façon générale, n'avait qu'à se louer de l'occupation anglaise. Dans ces conditions, n'était-il pas équitable que l'Angleterre participât à l'établissement du statut politique du Soudan ?

Le 5 janvier 1899, Lord Cromer, agent britannique

au Caire, adressait aux Cheikhs et notables d'Om-durman l'allocution suivante : « Vous voyez les deux drapeaux anglais et égyptien qui flottent sur cette maison. C'est l'indication qu'à l'avenir, vous serez gouvernés par la Reine d'Angleterre et le Khédive d'Égypte. Le seul représentant au Soudan des Gouvernements anglais et égyptien sera le Sirdar, en lequel la Reine et le Khédive ont la plus grande confiance. Aucune tentative ne sera faite pour gouverner le pays du Caire, et encore moins de Londres. Vous devez vous adresser au Sirdar seul pour la justice et le bon gouvernement, et je ne doute pas que vous n'aurez aucun motif d'être déçus. La Reine et ses sujets chrétiens sont profondément dévoués à leur religion, mais ils savent aussi respecter la religion des autres. La Reine règne sur un plus grand nombre de sujets musulmans qu'aucun souverain du monde, et ils vivent contents sous son autorité bienfaisante. »

Cette déclaration, dans la bouche du proconsul anglais, était significative : elle était en même temps l'avant-propos et le résumé du statut politique du Soudan que devaient établir les Gouvernements égyptien et anglais dans la convention qu'ils signèrent le 19 janvier 1899 (1).

Une convention additionnelle, signée le 10 juillet 1899, plaçait la ville du Souakim sous le même régime

1. Que nous reproduisons en annexe à la fin du volume.

que le reste du Soudan par abrogation de l'article 8 de la convention du 19 janvier (1).

*
* *

La convention du 19 janvier est ce que Lord Cromer a appelé dans ses rapports annuels « la charte constitutionnelle du Soudan ». Cette charte, formée et appliquée en 1899, est encore en vigueur aujourd'hui. C'est à l'aide de cette constatation que nous voulons l'étudier sous deux aspects. Quelles sont, au point de vue juridique : 1° sa valeur ; 2° sa nature (2).

Le traité du 19 janvier 1899 a subi, de la part des juristes, de nombreuses critiques. La principale est que le Khédive, conformément à son firman d'investiture de 1892, ne pouvait « sous aucun prétexte ni motif, abandonner à d'autres, en tout ou en partie, les privilèges accordés à l'Égypte et qui lui ont été confiés, et qui font partie intégrante des droits inhérents au pouvoir souverain, ni aucune partie du territoire ».

La question qui se pose est donc de savoir si le Khédive avait autorité pour passer un acte comme la convention du 19 janvier.

1. La ville de Souakim, depuis la création de Port-Soudan, terminus de la ligne Nil-Mer Rouge, a du reste perdu toute importance.

2. V. à ce sujet une très ingénieuse et très savante étude de M. G. Blanchard, professeur à l'École française de Droit du Caire, publiée dans la *Revue générale de Droit international public*, année 1903.

On a vu quelle était la nature des droits de la Turquie sur le Soudan et quelle importance il convenait de leur accorder. Mais enfin, puisque ces droits, si illusoires soient-ils en droit, ont été reconnus et proclamés par l'Europe, il faut en tenir compte... dans la mesure où la Turquie elle-même en tient compte.

Il semble bien que, même au point de vue de ses rapports avec la Sublime-Porte, le Khédive n'a pas outrepassé les droits que lui accordait son firman d'investiture.

Et d'abord, il n'a pas « abandonné à d'autres en tout ou en partie, aucune partie du territoire » à lui confié. Par la convention du 19 janvier, il exerce toujours sa souveraineté sur le Soudan, dont il n'a cédé aucune partie à l'Angleterre, puisque la souveraineté anglaise et égyptienne sur le Haut-Nil se manifeste d'une façon indivise.

Mais, dira-t-on, cette possession indivise du Soudan est elle-même une atteinte au principe de la souveraineté intégrale qu'accorde au Khédive, sur tous les territoires égyptiens *et soudanais*, le firman d'investiture. A la question posée de cette façon, la réponse doit être cherchée dans la situation du Khédive au moment où est intervenue la convention du 19 janvier. Dans le préambule de la convention, il est dit : « Il est agréé et déclaré par les présentes, entre les soussignés dûment autorisés pour cet objet, ce qui suit. »

Le signataire pour l'Égypte était Boutros Pacha Ghali, président du Conseil des ministres. Mais ne peut-on pas, par une interprétation extensive, prétendre que, en remontant la hiérarchie des pouvoirs, les termes « dûment autorisés » s'appliquent aussi au Khédivé dans ses rapports avec la Porte ? Aucune décision expresse de la part du Sultan ne l'a prouvé, c'est certain. Mais pour un acte de l'importance de celui du 19 janvier qui, deux jours après, recevait une application effective immédiate par la nomination par le Khédivé de Lord Kitchener comme Gouverneur-général du Soudan, l'interprétation la plus hardie semble permise, — ou alors, il faudrait admettre que le Khédivé, vassal du Sultan, a voulu, de propos délibéré, enfreindre les ordres et violer les droits de son suzerain. Dans ce cas, la convention du 19 janvier serait, en droit, nulle et non avenue. Mais les relations sont toujours demeurées cordiales entre le Khédivat et la Porte. Force nous est donc, en l'absence d'un acte exprès du Sultan autorisant le Khédivé à passer la convention Anglo-Égyptienne, d'inférer que l'Égypte avait l'autorisation, tacite ou non publiée, de la Turquie.

Au surplus, cette manière de voir est corroborée par l'attitude ultérieure de la Sublime-Porte. Elle dont les protestations se déclanchent d'une façon pour ainsi dire automatique dès que ses « droits » sont lésés, elle ne protesta pas contre la convention

du 19 janvier. Sa dernière protestation, pour ce qui est du Soudan, date de la convention Anglo-Congolaise du 12 mai 1894. La Turquie demeura silencieuse devant la campagne anglo-égyptienne de 1896-1898. L'on peut même dire que, pour la convention du 19 janvier, elle l'a implicitement reconnue. En effet, postérieurement à cette convention, elle a appliqué aux marchandises venant du Soudan, le tarif douanier de 11 %, tarif que paient les produits venant des *pays étrangers* (1). Le Soudan est donc, pour l'Empire Ottoman, un pays étranger.

La convention du 19 janvier porte atteinte — a-t-on dit encore, — aux droits acquis des puissances ; elle supprime purement et simplement l'institution des Tribunaux Mixtes.

Il faut d'abord noter que les Tribunaux Mixtes sont une institution qui porte atteinte à la plénitude de la souveraineté du Gouvernement égyptien. Elle est donc d'application restrictive (2).

Les Tribunaux Mixtes d'Égypte datent de 1876. Le soulèvement du Mahdi eut lieu en 1882. L'évacuation du Soudan était consommée en 1885. C'est donc pendant une période trouble de moins de

1. V. Plaidoirie de M^e Pietri, avocat du Gouvernement Égyptien, dans le procès à caractère politique soulevé à propos d'un contrat d'entreprise signé par le Gouvernement du Soudan, avril 1910.

2. C'est du reste ce qui a été prévu lors de l'établissement des Tribunaux Mixtes.

dix ans que les étrangers résidant au Soudan furent justiciables des Tribunaux Mixtes d'Égypte, — car il faut exclure la période d'environ quinze ans que dura la domination Mahdiste, fermée, comme on sait, à toute infiltration de la civilisation européenne. Or, de 1876 à 1885, les intérêts des étrangers au Soudan étaient très faibles. La difficulté extrême des communications empêchait qu'ils prissent de l'extension. Au surplus, un décret Khédivial du 1^{er} septembre 1891 constitua une Commission dite des « Indemnités », pour régler, sur la base du « Registre de Gordon Pacha » des réclamations du fait des intérêts lésés au Soudan avant l'évacuation (1).

Ainsi donc, quand on parle pour le Soudan de « droits acquis des étrangers » on ne peut sérieusement faire allusion à un passé quasi inexistant.

Mais pour l'avenir, la question des droits des étrangers au Soudan mérite un examen attentif. L'institution des Tribunaux Mixtes a donné, et donne en Égypte, les plus heureux résultats. Puisque le Soudan n'est pas entièrement soustrait à l'Égypte, que ces deux pays sont également cosmopolites et présentent d'identiques intérêts, il serait souhaitable que les puissances négociasent pour obtenir l'extension des Tribunaux Mixtes au Soudan. En 1899, leur établissement dans le Haut-Nil était, comme l'a dit et répété

1. *Gazette des Tribunaux Mixtes*, 2^e année, n° 16, 10 février 1912.

Lord Cromer dans ses rapports annuels depuis cette époque, impraticable et impraticable. Aujourd'hui, avec le développement du pays, la situation est tout autre. Il est certain que l'organisation judiciaire actuelle du Soudan, quoiqu'elle ait rendu d'énormes services, n'est pas susceptible de s'accommoder indéfiniment avec un développement commercial et industriel continu. Elle est expéditive et très peu procédurière. Son rouage, excellent quant à la qualité, est manifestement insuffisant quant à son ampleur. Elle a eu sa raison d'être dans la situation économique et sociale du pays. Le jour où, grâce à l'activité du Gouvernement du Soudan, le Haut-Nil sera devenu, en fait, un véritable prolongement de l'Égypte, l'Angleterre et l'Égypte devront, sans rien abdiquer de leurs prérogatives, pourvoir à une solution nouvelle et plus adéquate de la question judiciaire au Soudan (1).

Cela deviendra d'autant plus nécessaire que la condition des étrangers au Soudan est intimement liée à la question judiciaire. Qu'il s'agisse du statut personnel ou du statut réel, les étrangers sont soumis à la juridiction des tribunaux soudanais. L'on peut même dire qu'au point de vue judiciaire, au Soudan, la situation des nègres est plus avantageuse que celle

1. Ces observations sont le résultat d'une enquête que nous avons faite sur place, à Khartoum, en novembre-décembre 1912.

des étrangers. Tandis que ces derniers, pour toutes les questions de tout ordre, sont soumis à la juridiction des tribunaux soudanais, les Musulmans y sont soustraits pour tout ce qui rentre dans les attributions de leurs tribunaux religieux. Ainsi, lorsqu'il s'agit entre étrangers de successions, héritages, testaments, legs, donations, mariage, divorce, rapports de famille, toutes questions rentrant, en Égypte, dans la compétence exclusive des tribunaux consulaires, au Soudan, ce sont les tribunaux ordinaires qui sont compétents. Les juges sont souvent de jeunes officiers anglais. Sans vouloir en aucune mesure mettre en doute leur impartialité, il est permis de penser que pour des questions aussi complexes et aussi variées, leur compétence est insuffisante. Imbus, pénétrés de l'idée que, avant tout, il faut développer le Soudan en favorisant les Soudanais, ils ne se rendent pas compte que cette conviction, malgré eux, fait aux étrangers une situation difficile. « Les nègres sont de mauvaise foi et litigieux en diable. Lorsqu'on est pris dans l'engrenage des procédures, les indigènes finissent toujours par avoir gain de cause en justice... *C'est la politique qui veut cela* (1). »

Il est à désirer que le Gouvernement soudanais se

1. Propos de M. Singer, président de la Chambre de commerce de Khartoum, rapporté par S. E. Yacoub Artin Pacha, dans son très curieux livre *England in Egypt*, dont S. E. a bien voulu nous communiquer le manuscrit original écrit en français.

rende à cette évidence que la politique change, que si, jusqu'aujourd'hui, elle a voulu qu'au Soudan les intérêts des indigènes fussent sauvegardés et favorisés, parfois au détriment de ceux des Européens (non Anglais), cette même notion de la politique veut que, la situation économique et sociale du pays ayant évolué, la condition des étrangers au Soudan soit modifiée. Aujourd'hui, le Soudan a besoin, avant tout, de capitaux. Ces capitaux, les étrangers les apporteront en même temps que leur activité et leur esprit d'initiative. Il faut les y aider, les encourager. Tant qu'on ne le fera pas, le Soudan ne sera jamais qu'un pays d'un avenir limité et d'un attrait peu sensible.

Quoi qu'il en soit, la situation des étrangers dans le Haut-Nil, est réglée par l'article 10 de la convention du 19 janvier : « Ni consuls, ni vice-consuls, ni agents consulaires ne seront accrédités et ne pourront résider au Soudan sans avoir été préalablement reconnus par le Gouvernement britannique. »

C'est encore là une preuve de plus que le Soudan ne fait plus partie de la Turquie. En effet, les consuls en Égypte reçoivent leur *exequatur* du Sultan. Ici, c'est du Gouvernement britannique. Mais cet article, déjà important par son énoncé même, a produit, en fait, un résultat d'une portée capitale au point de vue du droit international. Depuis quinze ans que la convention du 19 janvier est appliquée, aucun consul ni agent consulaire n'a été accrédité au Soudan.

Et pourtant, toutes les grandes puissances ont des intérêts considérables au Soudan : importation et exportation y sont en développement continu. Khar-toum compte parmi ses habitants un grand nombre d'Européens. Cela étant, l'abstention des puissances à envoyer des consuls au Soudan, pays d'Orient, n'est-elle pas une reconnaissance *tacite* de la convention du 19 janvier ? Ne doit-on pas inférer de là qu'au point de vue international, malgré sa non notification, cette convention est valable ?

Ici encore, comme pour la Turquie, cette manière de voir est corroborée par l'attitude ultérieure des puissances. Ces dernières, en signant avec l'Égypte des traités de commerce dans lesquels il était explicitement stipulé que le Soudan était soustrait au régime commercial qu'on voulait instaurer, reconnaissent implicitement la séparation politique et administrative du Soudan d'avec l'Égypte, établie par la convention du 19 janvier (1).

D'autre part, les importations au Soudan sont soumises à des tarifs douaniers spéciaux et distincts de ceux de l'Égypte.

Enfin, « diverses puissances, l'Italie et la France notamment, se sont adressées directement au Gouvernement du Soudan pour accréditer auprès de lui

1. Cf. Les conventions commerciales signées avec l'Égypte par l'Allemagne, le 19 juillet 1902, art. 22 ; par l'Italie, le 14 juillet 1906, art. 22 ; par l'Autriche-Hongrie en 1908, art. 13.

des personnages importants, voire même des missions scientifiques ou autres » (1). Bien plus, en 1910, une mission politique française, la mission Jacquier, chargée d'explorer et de fixer la frontière de l'Oubanghi français et du Soudan Anglo-Égyptien, fut en rapports officiels avec des fonctionnaires du Gouvernement du Soudan (2).

La convention du 19 janvier n'ayant fait jusqu'ici l'objet d'aucune protestation, ni de la part de la Turquie, ni de la part d'aucune autre puissance, peut être considérée comme tacitement reconnue, et le Gouvernement du Soudan issu de cette convention, par les rapports qu'ils a eus avec les Gouvernements européens, se trouve avoir une existence légale.

Quelle est maintenant la nature juridique de la convention du 19 janvier ?

Ici, il faut procéder par voie d'éliminations.

Le Soudan n'est pas une colonie anglaise, le Gouverneur général n'étant pas nommé par le Gouvernement britannique seul, et les lois anglaises n'y recevant pas d'application.

Ce n'est pas une province égyptienne : la lecture seule de la convention du 19 janvier suffit à le prouver. L'Égypte a, en plus, signé avec le Gouvernement du Soudan un traité d'extradition, ce qui implique

1. Cf. Plaidoirie précitée.

2. V. *Le Temps*, 28 décembre 1910.

nécessairement la séparation administrative entre les deux pays. Le Gouvernement du Soudan, de son côté, est représenté au Caire par un agent.

L'Angleterre et l'Égypte exercent-ils ensemble au Soudan, un « condominium ».

Le *condominium* suppose, en droit, chez les États qui l'exercent, l'égalité dans les charges et les profits, et l'égalité dans les pouvoirs. C'est le caractère du condominium franco-britannique sur les Nouvelles-Hébrides. Ce n'est pas le cas pour le Soudan. Ici, même dans la rédaction de l'accord anglo-égyptien, la balance penche en faveur de l'Angleterre. C'est elle qui donnerait l'exequatur aux consuls, ce qui est un des attributs les plus importants de la souveraineté.

Que si on se reporte à la situation de fait du Soudan, on voit que l'influence anglaise y est prépondérante, pour ne pas dire exclusive. Jusqu'aujourd'hui, il y a eu deux gouverneurs généraux, tous les deux Anglais. Toutes les branches de l'administration ont à leur tête des Anglais. Par contre, la mise en valeur du Soudan a été faite pour ainsi dire intégralement avec les fonds que l'Égypte a avancés au Gouvernement soudanais.

On a voulu aussi assimiler la collaboration de l'Angleterre et de l'Égypte au Soudan à une société en commandite. Cette manière de voir serre peut-être la réalité de plus près, mais elle n'a rien à voir avec le droit international.

Certains écrivains ont employé, croyant par là condamner en droit la situation du Soudan, le terme de « monstrueux ». C'est pourtant là la définition la moins malheureuse. Le statut politique du Soudan, élaboré par la convention du 19 janvier, ne rentre dans aucun des cadres du droit international public. Cela ne fait aucun doute. Mais ce statut politique subsiste depuis quinze ans. Il a prouvé qu'il était viable, qu'il possédait les éléments de vie : le droit des gens ne doit-il pas tenir compte de cette constatation, et, élargissant son horizon, recevoir dans son sein ce mode de gouvernement instauré par la convention du 19 janvier ?

Le droit des gens n'est-il pas lui-même, en dernière analyse, une émanation des faits ? Et, pour tout dire, à notre époque où la force ne se cache même plus pour primer le droit, n'est-il pas plus sage, pour les juristes, pour donner au public l'impression de ne pas transiger sur le Droit, d'accorder à une situation de fait établie, la seule consécration qui lui manque, celle du Droit ?

CHAPITRE IV

La situation économique du Soudan Anglo-Egyptien (1)

Pour un pays comme le Soudan où, ainsi qu'on l'a vu, les faits ont eu une importante déterminante, une étude au point de vue du droit international ne saurait être complète si elle n'était éclairée par un aperçu économique. Une étude détaillée dépasserait les cadres de notre travail. Le Soudan est, en effet, pour un économiste, un champ des plus vastes. En matière de colonisation, l'œuvre du Gouvernement soudanais est un modèle. Il a lutté contre les hommes, les éléments, l'espace. Partout, il a fait œuvre créatrice. Nous nous contenterons de le juger dans ses résultats, en jetant un coup d'œil général sur le Soudan d'aujourd'hui.

De tous les pays, colonies, protectorats, contrées

1. Cf. les rapports annuels adressés par le Gouverneur général du Soudan à l'agent britannique au Caire et les études de M. P. Arminjon sur le Soudan, *Revue Economique Internationale*, septembre 1911, et *Bulletin de Colonisation comparée*, mars 1912.

dont le statut politique est malaisément définissable — comme c'est le cas pour le Soudan — ce dernier est un de ceux auxquels l'Angleterre s'intéresse de la façon la plus vigilante, et, pourrait-on dire, la plus ingénieuse. Cela s'explique d'abord par les liens multiples, et en quelque sorte naturels, qui rattachent le Soudan à l'Égypte, terre d'élection de l'impérialisme britannique, et ensuite par ce fait que le Soudan, pays nouveau, pays immense, imparfaitement connu dans ses régions lointaines des sources du Nil et du Bahr-el-Ghazal, semble recéler des richesses presque intactes.

Depuis sa reprise en 1898 par les armées anglo-égyptiennes sous les ordres du sirdar Kitchener, aujourd'hui Agent britannique au Caire, le Soudan est passé de l'état d'anarchie, d'incurie et d'abandon complets où il se trouvait sous la domination mahdiste, à un état d'organisation méthodique, raisonnée et certainement la mieux appropriée à la nature et aux besoins du pays.

Avant que d'exploiter le Soudan, le Gouvernement, riche des capitaux que l'Égypte lui avait fournis, a procédé aux travaux de première nécessité. Dans ce pays où les agglomérations d'hommes sont souvent séparées les unes des autres par des centaines de kilomètres et où des communications étaient établies exclusivement par le Nil et à dos de chameau, environ 8.000 kilomètres de lignes télégraphi-

ques et 2.400 kilomètres de voies ferrées ont été posées, sans détriment pour les services réguliers de steamers sur le Nil blanc, le Nil bleu, le Sobat et l'Atbara. A ce pays, où l'on accédait normalement par Ouadi-Halfa, c'est-à-dire après avoir parcouru l'Égypte dans sa plus grande longueur, Port-Soudan, créé de toutes pièces, a été donné. Là où, comme modes d'irrigation, on ne connaissait que les pluies fantasques des régions tropicales et les inondations du Nil, un service technique d'irrigation a été établi.

Ce service, qui dépend du Département des irrigations d'Égypte, utilise, autant dans l'intérêt du Soudan que de l'Égypte, les baisses et les crues du Nil et de ses affluents, étudie les moyens de dessécher les marais, de construire des canaux et un réservoir, en amont de Khartoum, qui serait comme la clef de voûte du système d'écoulement des eaux du Nil. Dans ce pays, où la population était décimée par les guerres, les exterminations partielles, les famines et les maladies à l'état permanent, une génération nouvelle croît et prospère dans des conditions de sécurité absolue. Dans ce pays, où l'instruction était pour ainsi dire chose inconnue, ont été créés une cinquantaine d'écoles de toutes sortes où s'instruisent environ 4.000 élèves. De 35.000 et 230.000 liv. ég. en 1898, les revenus et les dépenses du Soudan sont respectivement passées, en 1911, à 1.195.000 et 1.155.000 liv. ég. En 1910, c'est-à-dire une douzaine

d'années seulement après la conquête anglo-égyptienne, le commerce du Soudan se chiffrait par un total de 3.113.561 liv. ég.

Ces résultats sont mathématiques. Il en est d'autres qui sont de nature à frapper l'œil même du voyageur. Les parcours en chemin de fer sont particulièrement instructifs à cet égard. Ainsi, rien n'est plus agréablement surprenant, lorsqu'on a roulé pendant des heures en plein désert et au milieu de tourbillons de poussière, de voir tout à coup devant soi un tout petit village nègre attendant à un immense champ où les cultures les plus variées se trouvent côte à côte : ce sont les *experimental farms* ou les *research farms* que les Anglais établissent là où les terres sont susceptibles d'irrigation artificielle. C'est grâce à l'exemple donné par ces fermes, dirigées par des ingénieurs agronomes européens, que les plantations de coton au Soudan ont pu prendre une extension rapide au point de fournir, en 1910, une exportation de 6.092.400 francs, lorsque deux années avant, en 1908, cette même exportation était de 2.300.000 francs seulement.

Mais ce qui frappe le plus le voyageur, c'est Khartoum, au confluent des deux Nils, qui semble par sa situation en face d'Omdurman, la ville nègre, misérable, déchue, vouloir commémorer perpétuellement la victoire et l'établissement définitif de la civilisation européenne dans l'Afrique Orientale. Khartoum,

avec son énorme et somptueuse cathédrale anglicane, avec son énorme et somptueuse mosquée, avec ses coquettes maisons le long du Nil bleu, avec ses rues et avenues larges et bordées d'arbres, paraît affirmer qu'elle se dresse là non pour sa petite population actuelle, mais pour un avenir de grandeur et de prospérité. Nous avons entendu dire à un Anglais : « Khar-toum sera un jour comme la capitale de l'Afrique. »

Et cependant, malgré ces résultats et ces constatations, l'impression que l'on retire du Soudan est légèrement pessimiste. Avant la conquête anglo-égyptienne, le pays n'était, au point de vue de l'économie politique, rien, exactement. Comme dans une maison nouvelle où l'on s'installe, les travaux exécutés paraissent être des travaux d'aménagement, et les résultats obtenus, les bénéfices rationnels de ces travaux. Il serait certainement téméraire de dire que le Soudan restera désormais dans un état de stagnation, mais il n'est point hasarde d'avancer que son développement sera des plus lents et des plus pénibles. Lorsque l'on parle du développement du Soudan, il est indispensable de s'entendre sur la portée géographique de ce mot. Le Soudan, ce ne sont point les deux millions et demi de kilomètres carrés qui le constituent politiquement. Le Soudan, c'est une partie du Bahr-el-Ghazal ; c'est le « Ghézireh » ; c'est la région comprise entre Roseires, Kassala et Port-Soudan ; c'est la province de Dongola ; c'est le Kordo-

fan, où le chemin de fer parvient déjà; ce sera peut-être prochainement le Darfour si l'on prolonge la voie ferrée jusque-là. Ces régions, à elles seules, constituent une étendue de territoire énorme. Ce sont les seules fertiles, les seules irriguées et irrigables. Le reste est formé par des déserts et des marécages. De la population totale du Soudan, qui est d'un peu moins de 3 millions d'habitants, 50 % d'après le rapport de 1911 du Sirdar R. Wingate, sont fournis par le Kordofan et les provinces du Bahr-el-Ghazal. Cette population est naturellement paresseuse parce que arriérée et n'ayant pas de besoin. La main-d'œuvre s'y recrute si malaisément qu'on a songé à la main-d'œuvre égyptienne, — plus coûteuse.

Il est d'autres points noirs, plus graves. Jusqu'à aujourd'hui l'Égypte, comme cooccupante du Soudan, avançait seule les fonds nécessaires à l'administration et à l'exploitation du pays. Il faut admettre qu'elle n'a pas retiré de bénéfices de ces avances de fonds : les emprunts faits à l'Égypte par le Gouvernement du Soudan ont cessé, et pour ce qui est de la subvention annuelle de 163.000 liv. ég., le Conseil des ministres égyptien a décidé, en novembre 1912, qu'à partir de 1913 elle serait supprimée. Le Soudan sera donc livré à lui-même. Ses recettes sont à peine suffisantes pour contre-balancer ses dépenses. Où trouvera-t-il l'argent nécessaire pour exploiter le pays (1),

1. Les journaux anglais et égyptiens parlent en ce moment d'un

pour exécuter les travaux publics dont quelques-uns, comme certains travaux d'irrigation, sont de nécessité urgente ? (1).

Le gros obstacle au développement rapide du Soudan est, semble-t-il, la question du climat. Pour mettre en valeur le pays, à supposer qu'on arrive à trouver la main-d'œuvre indigène, il faudra comme une armature de dirigeants, de surveillants, d'ingénieurs, de contremaîtres, voire d'ouvriers européens. Comment les acclimatera-t-on dans ce pays éloigné, ingrat, où la température, au mois de novembre, mois des plus cléments, monte parfois à 38° centigrades à l'ombre ? Ces inconvénients, les Anglais les connaissent, eux qui disent : « Sudan is no white man's country. » Et pourtant, ils y vivent allègrement, pendant quel-

emprunt soudanais, fait en Angleterre, de 3.000.000 L. S. Si cet emprunt se réalise, la main-mise de l'Angleterre sur le Soudan sera, en fait, complète.

1. Le Gouvernement du Soudan vient de promulguer une nouvelle loi dénommée « Loi de la Taxe Commerciale » dont le but est de prélever un impôt sur les affaires commerciales. Le *quantum* de cet impôt est en proportion du chiffre global des affaires de chaque commerçant. Seuls, les cultivateurs seront exemptés de cet impôt, ainsi que les commerçants dont le bénéfice ne dépasse pas la somme de 24 L.E. par an.

Cette loi est essentiellement anti-économique. Elle ne peut s'expliquer que par les embarras financiers du Gouvernement du Soudan. Il est à craindre que ces embarras aillent en augmentant. Le seul remède à la situation est dans l'apport des capitaux étrangers. Pour cela, il faudrait, comme nous l'avons dit plus haut, que le Gouvernement du Soudan se décidât à améliorer la condition des étrangers.

ques mois seulement de l'année. Le Gouvernement du reste met tout en œuvre pour les attirer. Plus qu'en Égypte, ils se sentent chez eux au Soudan. Ils savent que ce pays, diplomatiquement et économiquement, est leur création. Le Soudan se développera comme il pourra. L'essentiel, c'est que des sources du Nil à son embouchure, les Anglais soient les seuls maîtres. Le Soudan est, avant tout, une nécessité politique. Jusques aux souvenirs qui sont effacés : Fachoda, sur toutes les cartes récentes, porte le nom de Kodok. L'on est forcé de convenir qu'au point de vue national anglais l'œuvre accomplie au Soudan est un chef-d'œuvre.

Lorsque la question d'Égypte sera définitivement réglée, — règlement qui se traduira vraisemblablement par une annexion de l'Égypte à l'Angleterre, — le Soudan suivra la condition politique de la vallée inférieure du Nil. En attendant ce remaniement de pure forme, tout diplomatique, la Grande-Bretagne peut avantageusement laisser le Soudan être ce qu'il est en réalité : une colonie anglaise déguisée (1).

1. Ces observations ont aussi fait l'objet d'une lettre que nous avons adressée de Khartoum au *Temps*. V. *Le Temps*, 15 janvier 1913.

Vu : le Président de la Thèse,
RENAULT

Vu : Le Doyen,
CAUWES

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

ANNEXE

Convention anglo-égyptienne du 19 janvier 1899

Attendu que certaines provinces du Soudan, qui étaient en rébellion contre l'autorité du Khédive, sont maintenant reconquises, grâce aux efforts militaires et financiers joints du Gouvernement de Sa Majesté Britannique et du Gouvernement du Khédive ;

Attendu qu'il est devenu nécessaire de choisir un système d'administration et d'établir des lois pour lesdites provinces reconquises, en tenant compte des conditions rétrogrades et troublées d'une grande partie de ces régions ainsi que des besoins divers des différentes localités ;

Attendu le désir de donner satisfaction aux titres qu'a acquis le Gouvernement de Sa Majesté Britannique par droit de conquête, de participer au présent règlement, ainsi qu'à la mise en œuvre et au développement du dit système de législation ;

Attendu qu'il est évident que, pour de nombreux motifs, Wady-Halfa et Souakim peuvent être admi-

nistrés d'une manière plus effective, en connexité avec les provinces reconquises auxquelles ces territoires sont adjacents ;

Il est agréé et déclaré par les présentes, entre les soussignés dûment autorisés pour cet objet, ce qui suit :

Article premier. — Dans la convention anglo-égyptienne, le mot « Soudan » désigne tous les territoires situés au sud du vingt-deuxième parallèle de latitude qui n'ont jamais été évacués par les troupes égyptiennes depuis 1882 et ceux qui, ayant été administrés par le gouvernement du Khédive avant la rébellion du Soudan, ont été ou seront ultérieurement reconquis par le Gouvernement anglais et le Gouvernement égyptien agissant de concert.

Art. 2. — Les drapeaux anglais et égyptien seront arborés (conjointement) dans toute l'étendue du Soudan, excepté dans la ville de Souakim où le drapeau égyptien, seul, devra être hissé.

Art. 3. — Le commandement suprême au Soudan sera confié à un officier qui sera désigné sous le nom de Gouverneur général du Soudan. Il sera nommé par décret khédivial avec la sanction du Gouvernement britannique.

Art. 4. — Les lois, décrets et règlements promulgués du pays pourront être modifiés ou abrogés par une proclamation du Gouverneur général. Cette proclamation sera notifiés à l'Agent britannique au Caire

et au Président du Conseil des ministres du Khédive.

Art. 5. — Aucune loi égyptienne, décret ou arrêté ministériel non encore promulgué, ne sera applicable au Soudan, à moins que le gouverneur général ne juge à propos de les adopter et d'en faire l'objet d'une proclamation.

Art. 6. — Dans la définition par proclamation des conditions sous lesquelles les Européens seront admis à résider ou à faire du commerce, ou à acquérir des propriétés au Soudan, aucun privilège spécial ne sera accordé aux sujets d'aucune des puissances (étrangères).

Art. 7. — Les droits d'importation ne frapperont pas les marchandises pénétrant dans le Soudan par la voie des territoires égyptiens ; mais ces droits devront être perçus sur les marchandises venant d'ailleurs que des territoires égyptiens ; toutefois, les marchandises, entrant au Soudan à Souakim ou dans les autres ports du littoral de la mer Rouge, payeront, pour le moment, des droits équivalents à ceux perçus sur les marchandises entrant en Égypte de pays étrangers.

Les marchandises quittant le Soudan pourront être soumises à des droits, et ces droits pourront être modifiés de temps en temps, par proclamation.

Art. 8. — La juridiction des tribunaux mixtes ne sera étendue en aucun cas à aucune portion du Soudan, excepté à la ville de Souakim.

Art. 9. — La loi martiale est et restera jusqu'à nouvel ordre en vigueur dans tout le Soudan, à l'exception de la ville de Souakim.

Art. 10. — Ni consuls, ni vice-consuls, ni agents consulaires ne seront accrédités et ne pourront résider au Soudan sans avoir préalablement été reconnus par le Gouvernement britannique.

Art. 11. — L'importation et l'exportation des esclaves au Soudan sont absolument prohibées.

Art. 12. — Les deux Gouvernements ont convenu de donner leur attention toute spéciale à l'application de l'Acte de Bruxelles du 2 juillet 1890, en ce qui concerne l'importation, la vente et la fabrication d'armes à feu, de munitions et de boissons distillées ou spiritueuses.

Le Caire, 19 janvier 1899.

Signé : BOUTROS-PACHA, GHALI, LORD CROMER (1).

1. *Journal Officiel Égyptien*, 19 janvier 1899, numéro 9 (supplémentaire).

SOUDAN ANGLO-EGYPTIEN



Два С.м. К.м. и 146 штук

10p 50 0 10p 100 300 400 1:7.500.000

Caravanes
Chemin de Fer

Travaux par. II, 1, *ibidem* et *ibidem* Trigonométrie de la Marine
d'après les cartes des *Annuaire de Géographie de France*
et les indications de l'Institut Paris 1923

BIBLIOGRAPHIE (1)

- Dr O. ABBATE PACHA. — *Œgyptiaca* : Dongola et la Nubie. Khartoum. Omdurman et la chute du Madhisme. Le Soudan sous le règne du Khédive Ismaïl. Le Caire, 1909. F. Votta, éditeur.
- P. ARMINJON. — La situation économique et financière de l'Égypte. Le Soudan Égyptien. Librairie générale de droit et de jurisprudence. Paris, 1911.
- La valeur économique du Soudan Anglo-Egyptien (extrait de la Revue économique internationale, septembre 1911).
- Le Soudan Anglo-Egyptien (extrait du Bulletin de colonisation comparée, mars 1912).
- YACOB ARTIN PACHA. — *England in Sudan*.
- BARATIER. — *A travers l'Afrique. Au Bahr-El-Ghazal*. Paris, Fayard, édit.
- COMTE BENEDETTI. — Méhémet-Ali durant ses dernières années (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} juin 1895).
- GEORGES BLANCHARD. — L'affaire de Fachoda et le droit international (Revue générale de Droit international public, 1899, t. VI, p. 380 et suiv.).
- Le problème de la souveraineté au Soudan Nilotique. Paris, 1903. Pédone, éditeur.
- BORELLI-BEY. — *La chute de Khartoum*. Le Caire, 1893. Jules Barbier, éditeur.

1. Les ouvrages sur l'Égypte, cités ici, contiennent tous une partie relative au Soudan.

- E. BUJAC. — Précis de quelques campagnes. Egypte et Soudan. Paris. Lavauzelle, éditeur.
- BURCKHARDT. — Travels in Nubia. Londres 1819, in-4°.
- FRÉD. CAILLIAUD. — Voyage à Méroé. Paris, 1826-1827. 5 vol. in-8°.
- ROBERT DE CAIX. — Fachoda. La France et l'Angleterre. Paris, 1899. André, éditeur.
- P. CHAINE. — L'Egypte et le Soudan. — Le Caire, 1903.
- EUGÈNE CHESNEL. — Plaies d'Egypte.
- J. COCHERIS. — Situation internationale de l'Egypte et du Soudan. Paris, 1903. Plon-Nourrit, éditeurs.
- SIR AUCKLAND COLVIN. — The making of modern Egypt. Londres, 1906.
- J. DARMESTETER. — Le Mahdi depuis les origines de l'Islam jusqu'à nos jours (Bulletin de l'Association scientifique de France, n°s 260-261).
- HENRI DEHÉRAIN. — Le Soudan Egyptien sous Méhémet-Ali. Carré et Maud, éditeurs. Paris, 1898.
- Etudes sur l'Afrique. Soudan Oriental. Paris, 1904. Hachette, éditeur.
- FRANTZ DESPAGNET. — La Convention du 19 janvier 1899 relative à la souveraineté et à l'administration du Soudan Egyptien (Revue générale de Droit international public, 1899, tome VI, p. 169 et suiv.).
- JACQUES DOPFFER. — Les papiers d'Emin Pacha. (Revue Egyptienne, 5 juin 1912).
- G. DUJARRIC. — L'Etat Mahdiste du Soudan. Paris, 1901. J. Maisonneuve, éditeur.
- STANLEY-C. DUNN. — Notes on the mineral deposits of the Anglo-Egyptian Sudan. Khartoum, 1911.
- ROLAND GAIGNEROT. — La question d'Egypte. Le bassin du Nil en droit international, 1901. Albi, in-8°.
- LIEUT. COLONEL COUNT GLEICHEN. — The Anglo-Egyptian Sudan. 2 vol. Londres, 1905.

- GORDON. — Journal du Général Gordon. Préface par Egmont Hake. Trad. de l'anglais par M. A.-B. Paris, 1886. Firmin-Didot, éditeur.
- G. HANOTAUX. — Le partage de l'Afrique. Fachoda. Flammarion, éditeur.
- D^r W. JUNKER. — Reisen in Afrika. Vienne, 1889-1890, 3 vol. in-8°.
- LORD KITCHENER. — Rapport sur le siège et la chute de Khar-toum (Blue Book, 1886, p. 23 et suiv.).
- ET. LAMY. — Le « Journal de route » du D^r Emily (Revue des Deux-Mondes, 15 novembre 1912).
- JULES LECLERCQ. — Aux sources du Nil par le chemin de fer de l'Ouganda (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} octobre 1912).
- R.-G. LÉVY. — Les finances de l'Egypte et du Soudan et la Caisse de la Dette (Revue politique et parlementaire, décembre 1903).
- J. MACHAT. — Les conditions géographiques du Soudan Egyptien (Revue générale des sciences pures et appliquées, 15 juillet 1899).
- SIR ALFRED MILNER. — England in Egypt. Traduction française de M. Mazuc, 5^e édition. Plon, éditeur, Paris, 1898.
- SLATIN PACHA. — Le feu et le fer au Soudan, 1879-1895, traduction française Paris, 1899.
- J. PALLMA. — Travels in Kordofan. Londres, 1844, in-8°.
- H. PENZA. — L'Egypte et le Soudan Egyptien. Paris, 1895. Hachette, éditeur.
- E. DE RENTY. — L'Angleterre en Afrique. Paris. Lavauzelle, éditeur.
- H. STANLEY. — Dans les ténèbres de l'Afrique ; recherche, délivrance et retraite d'Emin Pacha. Paris, 1890. Hachette, éditeur.
- Autobiographie de H. Stanley, publiée par sa femme Dorothy Stanley, traduite par G. Feuilloy, 2 vol. in-12. Plon-Nourrit, édit. Paris.

- CAPTAIN G.-S. SYMES. — Note on the Anglo-Egyptian Sudan, presented to their Majesties the King and Queen, at Port-Sudan, 17 January 1912. Khartoum, 1912.
- MAJOR F.-R. WINGATE. — Mahdism and the Egyptian Sudan (1881-1890) (Cartes et plans). Londres, 1891.
- The Sudan Codes and the Mohammedan Law courts. Khartoum, 1908.

*
* *

Revue, journaux et rapports

Revue générale de droit international public ; Bulletin de la Société de législation comparée ; Annuaire de législation étrangère ; Bulletin du Comité de l'Afrique française ; Archives diplomatiques ; Livres bleus et jaunes ; Bulletin de législation et de jurisprudence égyptiennes ; Gazette des Tribunaux mixtes ; Journal de droit international privé et de jurisprudence comparée ; Revue politique et parlementaire ; Rapports annuels sur le Soudan adressés à l'Agent Britannique au Caire par le Gouverneur général du Soudan ; Rapports annuels sur l'Égypte et le Soudan de Lord Cromer, Sir Eldon Gorst et Lord Kitchener ; Journaux du Soudan : Sudan Times, Sudan Gazette ; Journaux anglais : Times, Pall Mall Gazette, the Standart ; Journaux français : le Temps, le Matin, l'Écho de Paris, l'Éclair ; Journaux égyptiens : le Journal du Caire, la Bourse égyptienne, le Progrès, les Nouvelles, la Réforme, le Phare d'Alexandrie, etc., etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7

PREMIÈRE PARTIE

Le Fait

CHAPITRE I. — Le Soudan avant l'occupation égyptienne.	11
CHAPITRE II. — Le Soudan et l'occupation égyptienne.	15
CHAPITRE III. — La fin de l'occupation égyptienne et le Mahdisme	45

DEUXIÈME PARTIE

Le Droit

CHAPITRE I. — Les préliminaires de l'occupation anglo- égyptienne	83
CHAPITRE II. — La « Question de Fachoda »	113
CHAPITRE III. — Le traité du 19 janvier 1899 et l'occu- pation anglo-égyptienne	121
CHAPITRE IV. — La situation économique du Soudan anglo-égyptien	135
ANNEXE. — Texte de la convention anglo-égyptienne du 19 janvier 1899.	143
CARTE DU SOUDAN ANGLO-ÉGYPTIEN	
BIBLIOGRAPHIE générale du Soudan	147

